

l'Anticapitaliste

N°63 | MARS 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



Banquiers

Actionnaires

Gavés



**CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS ?**



**UNE SÉRIEUSE CRISE
POLITIQUE MENACE**



**GRÈCE : LA « PROMESSE NON
TRANSFORMÉE EN ACTE »**



**ÉTATS-UNIS – CUBA
LA FIN DE LA GUERRE FROIDE ?**

EDITORIAL

Ugo Palheta Grèce **Qui n'avance pas recule !** **P3**

ACTUALITE

Yann Cézard « Potemkine » **P4**

Laurent Degoussé Le capitalisme à l'assaut de nos nuits et de nos dimanches **P6**

Yanis Kastanos

Grèce **La « promesse non transformée en acte » du gouvernement Syriza** **P8**

Aris Vassilopoulos, Katerina Pardali, Emil Ansker

Grèce **Nea Philadelphia et le stade de l'AEK** **P11**

Sam Farber, Lance Selfa Etats-Unis – Cuba **Vers la fin de la guerre froide ?** **P14**

DOSSIER

Gaston Lefranc

Tour d'horizon de l'économie mondiale : la longue dépression **P18**

Gaston Lefranc Vers une nouvelle crise financière **P20**

Henri Wilno Europe **Inventaire avant crise** **P22**

Gaston Lefranc Russie **Un colosse aux pieds d'argile** **P24**

Jean-Claude Vessillier La résistible chute du prix du pétrole **P25**

Jean-Philippe Divès

La crise capitaliste et l'impact de la « révolution numérique » **P27**

REPÈRES

Jihane Halsanbe Révolution russe 1905, la « répétition générale » **P29**

LECTURES

Ugo Palheta

Comprendre le déclin du PCF pour (re)construire un parti de classe **P34**

FOCUS

Jean-Philippe Divès Avant le printemps... Un parfum de luttes **P36**



Najat Vallaud-Belkacem et Manuel Valls, le 23 janvier 2015 dans un collège de Seine-et-Marne, avec des enfants bien sages... (lire pages 4 et 5). DR.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

| Tarif standard | | |
|---|-----------------|----------------|
| Revue mensuelle | 6 mois 22 euros | 1 an 44 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 50 euros | 1 an 100 euros |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue mensuelle | 6 mois 18 euros | 1 an 36 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 38 euros | 1 an 76 euros |

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard | | |
|---|------------------------|--|
| Revue + Hebdo | 25 euros par trimestre | |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue + Hebdo | 19 euros par trimestre | |

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Grèce : qui n'avance pas recule !

PAR UGO PALHETA

Dans la confrontation entre Syriza et les puissances de la vieille Europe, un premier acte vient de s'achever le 20 février, avec l'annonce de l'accord signé entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe.

Résultat d'un ignoble chantage, cet accord constitue clairement une défaite politique pour les forces antilibérales et anticapitalistes de toute l'Europe. Sous couvert de prolonger l'« aide financière » à la Grèce pour les quatre mois à venir, il maintient le règne de la troïka (rebaptisée pour l'occasion « institutions »), interdit au gouvernement grec toute mesure unilatérale, autant dire toute indépendance politique, et l'engage à rembourser intégralement la dette. Il aura donc fallu moins d'un mois pour qu'apparaissent en pleine lumière les obstacles contre lesquels butera inmanquablement tout gouvernement prétendant rompre avec l'austérité, même sur la base d'un programme minimal, et les limites d'une orientation stratégique fondée sur un tête-à-tête avec les institutions du capital.

UNE CAGE D'ACIER NÉOLIBÉRALE

Pour ces dernières, il ne s'agissait donc nullement de négocier quoi que ce soit avec les représentants fraîchement élus du peuple grec mais d'écraser dans l'œuf toute velléité d'autonomie à l'égard du carcan imposé par l'Union européenne, de faire rendre gorge préventivement à un gouvernement affichant son refus des diktats austéritaires. L'appartenance à la zone euro est apparue pour ce qu'elle est : une cage d'acier néolibérale.

Junker n'a-t-il d'ailleurs pas affirmé récemment : « *il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » ? Que l'Union européenne et l'euro ne soient pas responsables de tous les maux frappant les travailleurs, en Grèce comme ailleurs, ne signifie en rien qu'ils ne constituent pas des verrous décisifs pour toute expérience de transformation sociale.

C'est ce qu'ont fait valoir les représentants de la gauche de Syriza, défendant une stratégie de confrontation avec les institutions européennes et les créanciers. Sur la base de son opposition à l'accord signé par le gouvernement, la Plateforme de gauche semble d'ailleurs avoir accru son audience dans les instances du parti et le groupe parlementaire. Cette opposition est décisive car, si le gouvernement reste plus que jamais soutenu par le peuple grec (d'après les sondages effectués depuis le 20 février), son crédit risque de s'effriter à mesure que

s'approfondira dans les prochains mois la contradiction entre les mesures d'urgence mises en avant durant la campagne et l'acceptation du cadre européen de négociations, qui exclut toute politique au service des travailleurs et des populations.

DIRE LES CHOSES TELLES QU'ELLES SONT

L'exercice d'auto-persuasion collective auquel s'est livré Tsipras, affirmant avoir « gagné une bataille », paraît fonctionner pour l'instant, mais son efficacité se heurtera rapidement à l'épreuve des faits. Le peuple grec risque fort de se détourner de Syriza si le parti ne respecte pas ses engagements électoraux, plongeant le pays dans une nouvelle crise politique, avec le risque – assumé implicitement par l'Union européenne, mais aussi par les gouvernements français et allemand – qu'Aube dorée apparaisse alors comme l'unique alternative à l'austérité. Seule la mobilisation populaire est capable de contraindre le gouvernement à engager une épreuve de force avec le capital et ses institutions, au niveau national et européen.

Cela suppose d'assumer l'affrontement avec les institutions européennes jusque, si nécessaire, la sortie de l'euro et de l'UE. En outre, les pressions – présentes et à venir – de la BCE ainsi que la fuite des capitaux exigent la socialisation intégrale du système bancaire grec et le contrôle des mouvements de capitaux, sans lesquels le programme de Syriza est un couteau sans lame. Par son soutien maintenu à Syriza, le peuple grec manifeste sans doute sa crainte d'un Grexit, mais il est de la responsabilité des anticapitalistes de présenter les choses telles qu'elles sont : la stratégie consistant à négocier avec des institutions représentant les intérêts du capital, en renonçant par avance à toute initiative unilatérale, ne peut aboutir qu'à la défaite, au statu quo et au désespoir. Face à l'enlèvement qui guette, et qui pourrait anéantir l'espoir soulevé par la victoire de Syriza, il faut se souvenir du proverbe qui hantait les révolutionnaires français de 1789 : qui n'avance pas recule ! Cela est vrai en Grèce mais aussi en France, où des échéances de mobilisation se préparent, contre le racisme (le 21 mars) et la loi Macron (le 9 avril), qui peuvent permettre de regrouper ceux et celles qui s'opposent au gouvernement, et de modifier les rapports de force. Dans la solidarité avec le peuple grec, notre arme principale tient dans la mobilisation sociale contre notre propre gouvernement ! En Grèce s'est ouverte une brèche, à nous de l'élargir. □

Lors du dernier meeting électoral d'Alexis Tsipras, le 22 janvier 2014 à Athènes. DR.



« Potemkine »

PAR YANN CÉZARD

Lors d'une visite de la Crimée par l'impératrice Catherine II, en 1787, le prince Potemkine, favori de la tsarine, fit ériger de luxueuses façades en carton-pâte pour masquer la misère des villages. Ce chef décorateur était aussi un beau maréchal, qui ne dédaignait pas de manier le sabre et le fouet pour écraser les ennemis du régime. Or, notre belle République une et indivisible ne se montre jamais mieux que dans les petits détails...



Hollande à la ferme... Pour qui nous prend-il ? DR.

Ainsi, le premier ministre Manuel Valls et la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, ont-ils fait l'honneur d'une visite, le 10 février 2015, au lycée Victor Hugo, au cœur des quartiers populaires de Marseille. Il y eut des scènes touchantes devant les caméras : des élèves expliquant au duo leur brillante réussite scolaire en devenant, grâce à l'école de l'égalité des chances, puis une cérémonie d'hommage à un jeune résistant tué par les nazis, avec une belle Marseillaise adolescente. L'occasion pour Valls de réaffirmer sa détermination à « casser les ghettos ».

Hélas ! Comme le rapporte un journaliste de Mediapart, c'était un « lycée Potemkine ». Un bidonnage digne des visites d'usine présidentielles. Les élèves étaient triés sur le volet. Leurs propos, préparés à l'avance par la direction de l'établissement. Les 1200 autres élèves, parqués dans leur classe, comme en té-

moignent certains d'entre eux, « il y avait des flics armés partout, devant et à l'intérieur des locaux, et si nous avions le malheur d'ouvrir une porte, un surveillant ou un policier venait nous rappeler à l'ordre ». Les impertinents ajoutent au passage, sur le quartier du lycée : « la pauvreté est omniprésente, les familles se tassent dans de tout petits appartements et les enfants n'ont quasiment aucune chance de s'en sortir mieux que leurs parents. » Ils espéraient « peut-être un peu naïvement demander pourquoi un gouvernement qui dit tout miser sur l'éducation veut sortir de ZEP un lycée qui se trouve dans un ghetto, alors que lui-même parle d'apartheid ».

Car la visite tombait mal : des profs des écoles et collèges des environs manifestant contre la réforme de « l'éducation prioritaire » qui les prive des moyens ZEP, furent brutalement refoulés loin du lycée. Les grévistes de Victor Hugo, eux, furent « confinés » dans leur salle des profs, avec interdiction d'ouvrir les fe-

nêtres donnant sur la cour où se déroulait la cérémonie d'hommage à la Résistance... « La direction nous a demandé de retirer nos affiches qui réclamaient des moyens pour les ZEP. Et il y avait quatre ou cinq policiers en civil dans la salle des profs pour éviter des sifflets ou des huées. »

TOUS MACRON !

Un grand « village-Potemkine » : c'est l'allure que prend toute la politique du gouvernement socialiste. Les chiffres du chômage ? Merveille ! Ils sont à la baisse en janvier : moins 20 000 chômeurs. L'austérité paye... Qu'importe si en réalité le nombre total d'inscrits à Pôle Emploi a augmenté, dont celui des chômeurs de longue durée et des personnes ayant une activité seulement partielle et intermittente.

Potemkine, c'est le véritable « esprit du 11 janvier ». Depuis que le pouvoir a réussi à canaliser l'émotion justifiée face aux attentats dans une véritable

manifestation d'Etat à Paris, il fait mine de croire, avec la complaisance d'une poignée de patrons de presse et journalistes bien-pensants et bien payés, que des millions de gens ont manifesté pour lui puisque derrière lui ! Pas de doute c'est le « tournant du quinquennat », un mandat pour réformer la France ! Le 11 janvier, des millions de gens ont donc manifesté... pour la loi Macron, et toutes les lois libérales et liberticides imaginables.

Comme l'explique un éditorialiste du Point (le 5 février 2015), Delhommais : « Le gouvernement de Manuel Valls se retrouve aujourd'hui en position de force pour passer outre aux braillements des frondeurs, aux lamentations des syndicats et de tous ceux qui s'opposent aux réformes d'envergure dont la France a besoin pour vaincre ses archaïsmes et débloquent son économie, par exemple touchant à l'organisation du marché du travail ou aux 35 heures (...) Il faut seulement souhaiter pour la France que M. Valls ne laisse pas passer cette "chance" économique unique que la tragédie des attentats terroristes lui offre. » Eh oui ! Selon ces plumitifs, « Je suis Charlie » ça voulait dire « Je suis Macron » !

ESPRIT DU 11 JANVIER, TU N'ES PLUS LÀ ?

Cette risible comédie, ce cache-misère déguisé en état de grâce, le gouvernement essaie de l'étirer autant qu'il peut... Seulement voilà, la bulle du 11 janvier a vite éclaté. Dans les sondages, Hollande a « percé » à... 30 % d'opinions positives, avant de retrouver ses 20 %. Au parlement, le gouvernement a perdu sa majorité et s'est abrité des artifices autoritaires de la 5^{ème} République pour faire passer la loi Macron. La législative du Doubs, gagnée d'extrême justesse contre le FN, a surtout montré que les socialistes peuvent s'attendre à une nouvelle bérézina aux prochaines élections départementales. Le 29 mars, au soir du deuxième tour, il ne restera plus rien du tragique miracle socialiste du 11 janvier, ce « tournant » qui aura duré deux mois (dans les médias).

Derrière son décor de carton-pâte, ce gouvernement détesté et méprisé par la majorité de la population doit donc recourir à un indispensable complément : l'esprit de caserne. C'est la déclaration d'amour de Hollande à la dissuasion nucléaire, c'est l'utilisation à l'assemblée de l'arme atomique du 49-3... Accompagnée de rodomontades croquignolles à l'égard des « frondeurs » du parti so-

cialiste, ces traîtres ! Comme souvent, les plus drôles dans ces occasions sont les caniches qui rêvent d'un futur sous-secrétariat aux espaces verts. Ainsi jappe un député dénommé Cypel : « Un parti, ce n'est pas un club de boules. » Et le président du groupe PS au Sénat : *Pensez-vous que dans une entreprise, un cadre qui n'accepte pas l'orientation puisse continuer à la critiquer ?* » Tout est dit ! Le PS est donc une grosse boîte et ses députés, des cadres (avec bonus ?)

LES CONDITIONS D'UNE CRISE POLITIQUE

Catastrophe sociale, politique au service des riches et des grandes entreprises : le PS ne se requinquera pas de sitôt. Sa fuite en avant autoritaire sent évidemment, à plein nez, la crise politique grandissante. La bulle médiatique du « 11 janvier » risque même de se retourner sévèrement contre le pouvoir et d'aggraver rétrospectivement sa situation. Les événements tragiques du début de l'année, loin de provoquer un retournement de la situation politique, ont accéléré l'expression des tendances lourdes qui lui pré-existaient, y compris, malheureusement, l'inflation des paroles et des actes racistes et la montée du FN.

Du côté du PS, la longue séquence de catastrophes électorales (municipales 2014, et à venir départementales et régionales 2015, présidentielle 2017) fait qu'une partie des notables socialistes ne pourront se résoudre à rentrer dans le rang et à se jeter de la falaise avec Hollande. Ils voudront sauver leur peau, en constatant comme Arnaud Montebourg : « la politique du gouvernement mène à 800 000 chômeurs de plus et le FN au second tour de la présidentielle ». Le congrès du PS de juin prochain promet...

Autre élément majeur de cette crise politique rampante ou menaçante : la crise de l'opposition « légitime » au sein du système de domination de la bourgeoisie. Là encore, l'élection du Doubs est significative de ce qui pourrait se passer à la fin mars 2015. L'UMP a beau se dire que le pouvoir lui est promis à tous les échelons de l'Etat, à condition de ne pas exploser sous l'effet des rivalités que symbolise l'opposition Juppé/Sarkozy, l'autre grand parti de la bourgeoisie s'est fait éliminer au premier tour, doit faire face à un FN en plein boom électoral, et s'est divisé sur l'attitude à avoir au second tour : « front républicain » ou « ni-ni » ? L'UMP pourrait connaître une

grave crise à l'occasion des départementales : que ferait-elle, dans chaque département, si elle avait le choix entre renoncer à prendre l'exécutif ou nouer alliance avec le FN ? Puis aux régionales de novembre ?

Les institutions « démocratiques » modernes sont ainsi faites qu'elles doivent permettre à la classe dominante d'avoir toujours à sa disposition une alternance sécurisée, quand l'un de ses grands partis est discrédité et essoré. La crise possible de l'UMP sous la pression du FN, la capacité de celui-ci à déstabiliser par son poids électoral le fonctionnement « normal » de l'alternance bourgeoise, est donc un vrai problème pour la classe dominante. Toujours est-il que les institutions de la 5^{ème} République sont aussi faites pour qu'un parti aux abois électoralement puisse continuer à avoir tous les pouvoirs pour gouverner et faire passer sa politique, même quand son propre bloc parlementaire s'effrite et se fissure...

Il n'y a pas encore de crise politique véridable tant que le gouvernement, au fond, peut continuer de gouverner. L'abstention populaire massive (et le désenchantement à l'égard de la « politique ») n'est pas en soi un problème pour la démocratie bourgeoise, il est même au cœur de son bon fonctionnement. L'opposition de l'UMP non plus, puisque la droite ferait à peu près la même chose. Dans ces conditions, l'éventuelle « ingouvernabilité » du pays pour cause d'infarctus socialiste pourrait accoucher soit d'une alternance classique par élections anticipées soit d'une inédite « union nationale », comme en Allemagne, en Italie et dans douze pays de l'Union européenne où la droite et le PS gouvernent ensemble !

Ce qui provoquerait en revanche, à coup sûr, une profonde crise politique, c'est l'irruption des classes populaires sur la scène politique, par des mobilisations massives. Il faudrait pour cela qu'elles trouvent le moyen de transformer leur écœurement en mobilisation, sur leurs propres intérêts. En renversant tous les obstacles : la résignation et l'atomisation développées par la crise, les divisions racistes, l'organisation de la désorganisation des luttes à laquelle se livrent les principales organisations syndicales. Mais le discrédit voire le ridicule du gouvernement pourraient bien favoriser une telle irruption sociale. □

Le capitalisme à l'assaut de nos nuits

Parmi les dispositions de la loi Macron adoptée en première lecture à coup de 49-3 le 17 février dernier, celles relatives à l'extension du travail du dimanche et de nuit ont focalisé l'attention au détriment d'autres, tout aussi contestables, comme celles portant sur les licenciements collectifs.

Ce « coup de jeune pour la société » selon Hollande, qui assume pleinement son orientation social-libérale au mépris de son engagement de campagne de défense du repos dominical, n'est que la poursuite d'une politique de dérégulation menée depuis une vingtaine d'années pêle-mêle au nom de l'emploi, de la croissance, du tourisme et de la liberté du travail, qui s'attaque au repos des travailleurs¹. Le tout pour satisfaire les grandes enseignes commerciales, qui augmentent ainsi substantiellement leurs profits en écrasant la concurrence.

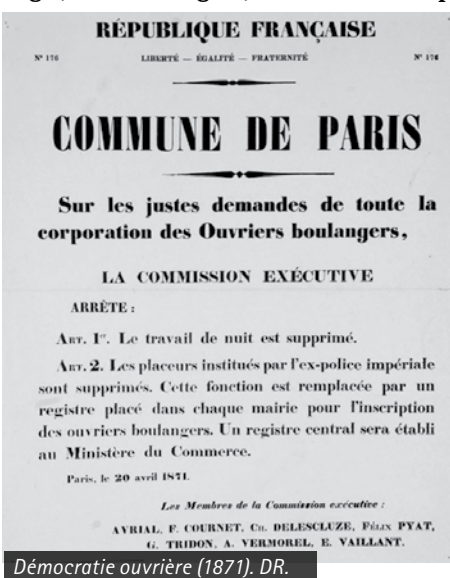
LES JOURS FÉRIÉS, PREMIERS CONGÉS

Ils sont au nombre de onze dans notre pays, issus pour la plupart du calendrier religieux de l'ancien régime auquel se sont ajoutées, à partir du 19^{ème} siècle, des fêtes civiles, essentiellement commémoratives. Le 1^{er} mai jouit d'un caractère particulier du fait qu'il est le seul jour obligatoirement chômé et payé, mais aussi que la fête des travailleurs revêt un caractère international et tire son origine de la manifestation réprimée de Haymarket (Chicago) en 1886, expression du combat du mouvement ouvrier pour la journée de huit heures. Les jours fériés étaient donc seuls à tenir lieu de repos avant l'instauration des congés payés suite aux grèves de 1936.

En 2004, le gouvernement Raffarin, écla-boussé par le scandale des 15 000 morts de la canicule de 2003, décrétait que le lundi de la Pentecôte serait travaillé sans être rémunéré afin d'abonder un fonds d'aide à la dépendance, une solidarité qui ne repose que sur les seuls salariés (le dispositif sera modifié en 2008, la Pentecôte retrouvant son caractère chômé, la journée dite de solidarité pouvant être effectuée à une autre date, sa durée être répartie sur d'autres jours ou être déduite d'un congé). Il n'en fallait pas plus pour que le Medef, en septembre 2014, réclame lui la suppression de deux jours fériés alors que, pour les employés du commerce, ne restent le plus souvent sanctifiés, outre le 1^{er} mai, que le jour de l'An et le 25 décembre.

LE REPOS DOMINICAL, UN ACQUIS LAÏC ET OUVRIER

Après un vote unanime de l'assemblée nationale, c'est le 13 juillet 1906 qu'a été promulguée la loi établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers, et précisant que « le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. » Cette règle, dès son origine, a souffert d'except-



Démocratie ouvrière (1871). DR.

tions. Il existe ainsi des dérogations pour des secteurs tels que l'hôtellerie-restauration, les musées, les stations-service, les fleuristes, les hôpitaux ou les transports : le travail dominical est de droit et se trouve donc peu ou pas compensé (par exemple, la boulangerie prévoit une majoration de salaire de 20 % et fixe un jour de fermeture hebdomadaire autre que le dimanche), le fait de travailler ce jour-là étant consubstantiel à l'embauche. Des spécificités liées à l'obligation de continuité de l'activité ou à la mise en place d'équipes de suppléance existent aussi dans l'industrie. Enfin, le préfet peut l'autoriser lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait son fonctionnement normal.

L'extension continue des ouvertures, portée en premier lieu par la droite, est ensuite devenue la règle : passage de trois à cinq dimanches annuels d'ouverture en

1993, ainsi que création des zones touristiques où seule l'ouverture des commerces de loisirs est permise suite au lobbying de Virgin Mégastore : l'enseigne anglaise de disques, implantée en France depuis 1988, s'affranchit de la loi sur son magasin phare des Champs Elysées, préférant payer de lourdes astreintes pour finir, à grand renfort de coups médiatiques², de la faire rédiger en sa faveur.

En 2009, c'est le député UMP Richard Maille qui parachève l'œuvre : toutes les activités peuvent désormais ouvrir dans les dites zones où ni volontariat, ni majoration ne sont obligatoires ; une quarantaine de zones commerciales, qui ouvraient auparavant en toute illégalité, pourront désormais le faire en étant classées Périmètre d'usage de consommation exceptionnelle (PUCE), à commencer par celle de Plan de Campagne près de Marseille, circonscription de notre député.

Les choses ont aussi avancé sur le plan sectoriel : c'est l'amendement « Confokéa », déposé par une Sénatrice UMP bien intentionnée, qui a permis aux géants de l'ameublement d'ouvrir le dimanche depuis 2008. Le bricolage, au motif qu'il vend lui aussi des meubles mais également de quoi en fabriquer, n'a pas voulu être en reste et s'est lancé à son tour dans des ouvertures illégales tous azimuts, malgré des condamnations pouvant atteindre plusieurs millions d'euros. Le conseil d'Etat, après une première annulation du décret d'ouverture, a légalisé cette situation en mars 2014, avec la bénédiction du gouvernement socialiste qui a alors nommé un ancien président de la Poste de sinistre mémoire pour concocter un rapport sur le sujet, qui s'est révélé favorable à davantage d'ouvertures dominicales. La boucle était bouclée.

LE TRAVAIL DE NUIT... À LA SANTÉ !

« Le sommeil, en tant qu'obstacle majeur – c'est lui qui constitue la dernière de ces "barrières naturelles" dont parlait Marx – à la pleine réalisation du capitalisme 24/7, ne saurait être éliminé. Mais il est toujours possible de le fracturer et de le saccager. »³ La nuit est aussi en passe d'être grignotée. En 2001,

et de nos dimanches

PAR LAURENT DEGOUSÉE

sous le gouvernement Jospin, était ainsi transposée une directive européenne qui, au nom de l'égalité hommes/femmes, autorisait le travail de nuit de ces dernières alors qu'il aurait fallu légiférer pour le diminuer pour tous. Légalement, le commerce, milieu fortement féminisé, ne peut pour autant prétendre ouvrir de 21 heures à 6 heures du matin, car son activité n'est justifiée ni par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique, ni par un service d'utilité sociale.

Dans les faits, cette règle est cependant loin d'être respectée, en particulier sur Paris. A partir de 2012, l'intersyndicale du commerce parisien, le CLIC-P¹, a fait condamner successivement les Galeries Lafayette, le BHV, Uniqlo, Apple et Carrefour. Elle s'est ensuite attaquée à Sephora, qui finit par être condamné en septembre 2013 à fermer son magasin des Champs-Élysées dès 21 heures et non plus à 2 heures du matin comme elle souhaitait le faire avant cette procédure. Une guérilla judiciaire et médiatique s'ensuivit dont l'enseigne, propriété de LVMH, finit perdante²... Raison de plus pour l'oligarque Arnault, patron dudit groupe, d'appuyer la création de l'article 81 de la loi Macron, qui doit permettre d'ouvrir jusqu'à minuit dans de nouvelles Zones touristiques internationales, définies par l'exécutif lui-même...

A noter que la soi-disant mobilisation du personnel contre la décision de fermeture (une centaine de personnes sur les 4 500 que compte la société), largement entretenue par la direction, n'a pas empêché les syndicats hostiles au travail de nuit d'obtenir près de 70 % des voix aux dernières élections.

UNE COMBATIVITÉ INÉDITE

Les attaques anti-ouvrières précitées ont produits les résultats suivants : d'abord, l'extension régulière du travail dominical et nocturne qui, selon les dernières études, concernait respectivement 29 % et 15 % des salariés. L'Etat n'est plus là pour sanctionner les infractions mais pour leur donner force de loi par la suite ; restent les syndicats, obligés de jouer les gendarmes pour faire respecter les inter-

dictions. Celles-ci prospèrent car le secteur est précarisé (faible rémunération, temps partiel imposé) et souffre d'un taux de syndicalisation limité à 2 %. Dans ce contexte, le doublement du salaire versé le dimanche, qui est la règle dans beaucoup d'enseignes, est incitatif et coexiste avec le chantage à l'embauche, aux horaires ou à l'emploi qui font relativiser la portée du volontariat.

La nocivité du volet relatif au travail dominical et en soirée de la loi Macron a pourtant suscité une réaction sans précédent :

risque puisqu'un tel accord pourra être recherché sur le plan tant territorial que de la branche ou de l'entreprise, en organisant ainsi le contournement d'organisations opposées à ces mesures.

Pour Lénine, « le parlement bourgeois, fût-il le plus démocratique dans la république la plus démocratique, où la propriété des capitalistes et leur pouvoir sont maintenus, est une machine destinée à réprimer les millions de travailleurs par une poignée d'exploiteurs. » L'adoption forcée de la loi par l'Assemblée et la menace que le Sénat dominé



Manifestation du CLIC-P du 14 novembre 2014. DR.

ce sont des milliers de salariés parisiens du commerce qui, à l'appel du CLIC-P, ont manifesté à plusieurs reprises ces derniers mois, y compris les plus exposés comme les démonstratrices des grands magasins qui composent les quatre cinquièmes de leurs effectifs.

C'est en effet la double peine du travail, chaque dimanche et jusqu'à minuit, qui attend ceux du boulevard Haussmann ainsi que des gares. Plus encore, aucun niveau de compensation ne sera inscrit dans la loi, alors que des accords qui ne prévoient que 5 % de majoration existent déjà. En conditionnant chaque nouvelle ouverture à un accord d'ici deux ans, Macron ne prend par ailleurs guère de

par l'UMP, qui l'examinera en avril, la durcisse davantage, incitant à une mobilisation redoublée. Un palier pourrait être franchi le 9 avril prochain, à l'occasion de la journée interprofessionnelle d'action initiée par la CGT, FO et Solidaires, dès lors que leurs fédérations du commerce respectives y appelleront. □

1 Au risque de ne plus pouvoir reconstituer leur force de travail, mais le capitaliste, lui, fait fi du risque.

2 Dont la venue du chanteur Renaud, alors sous contrat avec le label du même nom, pour qui le dimanche, c'est bon pour les curés. L'aventure Virgin Mégastore s'est mal terminée en 2013 : <http://cdvirgin.over-blog.com/>

3 « 24/7 Le capitalisme à l'assaut du sommeil » de Jonathan Crary, Edition Zones, 2014.

4 « Le Monde » du 5 octobre 2013 : http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/05/clic-p-le-collectif-qui-fait-trembler-les-commerces_3490519_3234.html

5 L'Anticapitaliste (hebdo) n° 259 du 9 octobre 2014 : <https://npa2009.org/actualite/sephora-travail-de-nuit-fin-de-partie>

GRÈCE

La « promesse non transformée en acte » du gouvernement Syriza

PAR YANIS KASTANOS

« Changer le nom de la “troïka” en “institutions”, celui du “mémoire” en “accord” et celui des “créanciers” en “partenaires” ne change en rien la situation antérieure. Plus d’un mois est passé et la promesse n’est toujours pas transformée en acte. Pour ma part, je demande au peuple grec de me pardonner pour avoir contribué à cette illusion. » C’est ainsi que s’exprimait Manolis Glézos, eurodéputé de Syriza célèbre pour avoir décroché en 1941 le drapeau nazi de l’Acropole, après l’accord passé entre le gouvernement grec et l’Eurogroupe...

Les élections législatives du 25 janvier dernier ont confirmé la victoire prévue de Syriza et le rejet massif des politiques d’austérité. La coalition de la gauche radicale a obtenu 36,34 % des suffrages, soit 591 000 voix de plus par rapport aux élections de 2012 (26,89 %). Syriza est arrivée en tête dans toutes les grandes villes et a fait ses meilleurs scores dans les quartiers populaires. Anel (Grecs Indépendants), l’autre composante du gouvernement de « salut national », a obtenu 4,8 % (7,1 % en juin 2012 et 10,62 % en mai 2012).

Nouvelle Démocratie, le parti historique de la droite, a enregistré un léger recul (27,81 % contre 29,26 % en 2012) et est entré dans une période de crise interne et de lutte pour sa direction. Plusieurs cadres du parti accusent l’ex-premier ministre Samaras d’avoir éloigné le parti de l’électorat du centre-droit.

Le parti néonazi de l’Aube Dorée obtient 6,3 % des voix, un score en baisse de seulement 38 000 voix par rapport aux législatives de juin 2012 (6,92 %) mais de près de 140 000 par rapport aux européennes de 2014 (où il avait obtenu 9,32 %, 536 000 voix). Néanmoins, fort de ses 388 000 voix, il s’installe dans le paysage politique grec et devient la troisième force parlementaire avec 17 députés et un électorat fidèle. Ceci malgré l’assassinat du rappeur Pavlos Fyssas et du jeune pakistanais Sachzad Loukman, ainsi que l’emprisonnement du président, des principaux cadres et de plusieurs mili-

tants d’Aube Dorée (72 personnes au total), accusés d’appartenance à une organisation criminelle, de tentatives de meurtre, de détention d’armes et de violences racistes.

Depuis, l’organisation fait profil bas, dans l’attente du procès qui pourrait avoir lieu avant la fin mai. Dans un communiqué du 28 janvier, les nazis ont approuvé la décision de Syriza de stopper la privatisation de DEH (l’EDF grec) et du port du Pirée. Il semblerait par ailleurs qu’ils mobilisent moins leurs troupes, comme l’a montré la faible participation à leur commémoration annuelle de Imia (leur fête de Jeanne d’Arc à eux) : environ 1500 manifestants le 31 janvier selon la police, contre 3500 à 4000 l’an dernier.

To Potami (« La Rivière »), une formation de centre-droit créée de toutes pièces par un journaliste de télévision peu avant les européennes de 2014, a obtenu 6 % des voix. Elle n’a pas atteint son objectif, à savoir éviter que les électeurs déçus du Pasok (PS) et de Dimar (centre-gauche) se tournent massivement vers Syriza, et fait actuellement pression sur le gouvernement pour qu’un accord soit trouvé rapidement avec la troïka.

Les deux composantes minoritaires des gouvernements précédents ont été sévèrement sanctionnées pour la mise en place des mémorandums : Dimar disparaît du paysage politique (0,44 %) et le Pasok enregistre un score historiquement bas (4,68 %, contre encore 12,28 % en 2012). Toutefois, les syndicalistes du PS grec restent majoritaires au

sein de la direction des deux centrales syndicales du public et du privé.

Le KKE, le PC grec très sectaire, enregistre un meilleur score qu’en 2012 (5,47 % contre 4,5 %). Le résultat d’Antarsya, la coalition de l’extrême gauche, reste marginal (0,64 %) quoique en hausse par rapport à 2012 (0,33 %).



Panos Kamménos (Grecs Indépendants, ministre de la Défense) et Alexis Tsipras. DR.

ENTRE DÉMORALISATION SOCIALE ET ESPOIR ÉLECTORAL

Le vote des couches populaires ne suffit pas à expliquer la victoire de Syriza. Tout d’abord, des couches plus larges de la population grecque ont voté pour la coalition dans le but d’éviter les nou-

velles mesures d'austérité prévues par le gouvernement sortant (nouvelles hausses de la TVA et de l'âge de départ à la retraite, nouvelles coupes dans les pensions de retraite, etc.). Ensuite, il semblerait que le vote Syriza soit motivé pour beaucoup par le besoin d'améliorer, ne serait-ce qu'à la marge, le quotidien et non par des illusions sur un changement majeur grâce à un gouvernement Syriza.

Par ailleurs, sans sous-estimer l'importance des luttes menées depuis deux ans et demi, force est de constater que le gouvernement Samaras a pu imposer toutes les mesures d'austérité prévues par les mémorandums. Les défaites successives du mouvement ouvrier ont entraîné une certaine démoralisation. Selon Adedy, la centrale syndicale du public, il y a eu une baisse significative du nombre des grèves et de la participation à ces grèves par rapport à la période 2010-2011. Il semble que la voie électorale soit alors apparue plus que jamais comme l'unique possibilité de se débarrasser d'une politique qui a plongé la population grecque dans la pauvreté (4 millions de personnes touchées selon Elstat, l'Insee grec) et le chômage (25,8 % en novembre 2014).



Enfin, selon un sondage publié le 22 janvier dans le Huffington Post Greece, une personne sur deux n'avait plus peur d'une éventuelle sortie de l'euro ; il semblerait donc que la propagande du précédent gouvernement sur les conséquences néfastes du vote Syriza

n'ait pas fonctionné. Cela étant dit, la possibilité d'une sortie de l'euro ne constitue pas non plus une option pour Syriza. Par ailleurs, toutes les voix discordantes au sein de la coalition ont été sommées de se taire au profit d'une prétendue homogénéité du parti.

En effet, Syriza s'est attelée depuis deux ans et demi à débarrasser son programme des mesures les plus radicales (ainsi, on ne parle plus d'une annulation pure et simple des mémorandums, ni même d'une commission d'audit sur la dette) et à assurer la classe bourgeoise, aussi bien grecque qu'européenne, qu'elle n'a rien à craindre d'un gouvernement Syriza. Il reste qu'une victoire de la droite aurait plombé davantage le moral des travailleurs grecs, et que la défaite des partis représentant la classe bourgeoisie grecque et adoubs par la troïka est donc positive. Suffira-t-elle pour que les classes populaires s'engouffrent dans la brèche et décident d'en finir avec les politiques d'austérité ?

SOUTIEN POPULAIRE MAIS FAIBLES MOBILISATIONS

Selon un sondage publié le 6 février par la chaîne privée Skai, la coalition Syriza-Anel bénéficiait du soutien de 72 % des interrogés dans son effort de négociation avec la troïka, alors que 75 % se disaient confiants dans le fait que le gouvernement appliquerait les mesures annoncées.

Le contenu et les modalités d'application de ces mesures qui, selon Syriza, visent à faire face à la crise humanitaire, restent cependant flous et changeants. Le Smic à 751 euros ne serait pas pour tout de suite, mais rétabli progressivement d'ici à 2016 ; les 3500 réembauchés dans la fonction publique (sur 7000 licenciés ou mis en disposition selon Adedy) seront déduits des 15 000 embauches prévues pour 2015 dans un budget que Syriza n'a pas voté ; les privatisations en cours seront suspendues mais celles déjà réalisées seront respectées ; le 13^{ème} mois de pension serait versé en décembre 2015 uniquement pour les retraites inférieures à 700 euros – etc.

Sans nier le caractère positif des mesures annoncées, force est de constater qu'elles ne seront réalisables que sous deux conditions : trouver les capitaux nécessaires pour les financer et que les travailleurs se mobilisent pour les imposer. Et si la hausse du Smic peut constituer une avancée dans un pays

où il est descendu actuellement à 560 euros pour les plus de 25 ans, elle reste conditionnée... à l'obtention d'un emploi et surtout au paiement des salaires par le patronat : aujourd'hui, un salarié sur quatre accumule des impayés (jusqu'à 12 mois de salaire) !

Toutefois, Syriza ne compte toujours pas taxer les armateurs (dont les bénéficiaires fleurissent) ou la riche Eglise grecque (le programme de Thessalonique lui accorde le statut de partenaire du gouvernement dans sa lutte contre la crise humanitaire), ni relever le taux d'imposition des sociétés. En ce qui concerne la mobilisation des travailleurs, Syriza s'est cantonnée à un appel (officieux et via les réseaux sociaux) à manifester pour le soutenir lors des rendez-vous cruciaux avec la troïka. L'appel, largement relayé par les médias, a été suivi : des milliers de personnes (20 000 à Athènes, 8000 à Thessalonique) se sont rassemblées dans plusieurs grandes villes le 15 février. Un brin de patriotisme et de fierté nationale (« l'unité de tous les Grecs » contre la mainmise de la troïka, mais pas un mot sur la bourgeoisie grecque) est bien présent dans ces rassemblements, mais ce qui les caractérise est l'envie des manifestants de dénoncer l'austérité et de défendre leur dignité. Ces rassemblements constituent aujourd'hui les seuls signes visibles d'une mobilisation des classes populaires. Un certain attentisme caractérise la situation actuelle : les mesures annoncées sont favorablement accueillies, y compris par les électeurs de droite, et un état de grâce semble être accordé à la coalition gouvernementale.

D'ailleurs, les deux centrales syndicales ne comptent pas pour l'instant mobiliser les salariés pour annuler les reculs imposés par les plans d'austérité successifs. Dans un communiqué publié le 4 février suite à une réunion avec le ministre de la fonction publique, Adedy, la centrale du public, dénonce les intentions du ministre : aucune revalorisation salariale en 2015 (« les caisses sont vides » selon le ministre), maintien très contesté du principe de l'évaluation des fonctionnaires (notamment dans l'éducation nationale), pas de réouverture des organismes pu-

blics supprimés (comme celui qui éditait les manuels scolaires, ou gérait les HLM), aucune embauche immédiate pour pallier le manque de personnel dans les hôpitaux et les écoles... En bref, application du budget d'austérité voté par le précédent gouvernement. Mais la centrale se garde bien d'appeler les salariés à se mobiliser.

Et si cela peut s'expliquer par le fait que sa direction est toujours contrôlée par les tendances syndicales proches du Pasok (34,52 % aux élections professionnelles de 2013) et de la Nouvelle Démocratie (24,35 %), il n'en demeure pas

L'INJUSTIFIABLE « NÉGOCIATION HONORABLE » DE SYRIZA

Le jeu de bras-de-fer avec la troïka (la bourgeoisie grecque est toujours épargnée dans le discours et les mesures du gouvernement) est aussi responsable d'un certain attentisme de la part des travailleurs grecs. Dans la négociation engagée avec les créanciers, Syriza demandait la suspension de l'actuel plan d'ajustement structurel (le mémorandum), la prolongation de six mois de l'accord de prêt, le remplacement d'une partie des emprunts par des obligations perpétuelles et l'indexation de l'autre partie sur la croissance.

Aucune de ces propositions n'a été acceptée par l'Eurogroupe du 16 février, qui a « conseillé » à l'Etat grec de solli-

vier, « dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités (...) Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

Un accord a finalement été signé le 20 février entre le gouvernement Syriza et ses créanciers. Syriza y recule sur tout : la dette sera remboursée, le mémorandum sera honoré et la troïka (nouvellement nommée « les institutions ») continuera à contrôler son application. Le 23 février devait se jouer le dernier acte de la « négociation » actuelle : la proposition par Syriza de quelques modifications des réformes imposées par la troïka, à condition que l'équilibre budgétaire soit préservé. Dorénavant, les mesures d'austérité seront décidées

aussi bien par la troïka que par le gouvernement Syriza-Anel. C'est ce dont le nouveau ministre des finances grec ose se féliciter en déclarant que la Grèce... « devient coauteur des réformes et de sa destinée ».

La capitulation face à la troïka s'accompagne d'une inquiétante continuité de l'Etat grec quant à sa politique répressive. Ainsi, le 19 février, le gouvernement a envoyé les CRS charger une énième manifestation contre une mine d'or dans le nord de la Grèce (deux arrestations et quatre blessés). Le 21 février, les CRS ont chargé les manifestants qui demandaient la fermeture du centre de rétention d'Amigdaleza suite à la mort de deux immigrés



moins que META (10,4 %), la tendance liée à Syriza (quatrième force derrière la DAS du KKE, 22,2 %), ne semble pas vouloir davantage mobiliser les travailleurs. Dans un communiqué du 5 février, la tendance syndicale (au sein de laquelle les syndicalistes du Courant de gauche de Syriza sont majoritaires) souligne le caractère positif des mesures déjà annoncées mais ne propose aucune perspective claire, ne faisant qu'évoquer la nécessité de poursuivre la lutte contre les politiques d'austérité. Elle se limite à appeler aux rassemblements de soutien au gouvernement, aussi bien pour lutter contre l'austérité que pour le rétablissement de la souveraineté nationale.

citer une extension du programme actuel, c'est-à-dire de continuer l'application du mémorandum. Et ceci, malgré la volonté du ministre grec des finances de renoncer à toute application de mesures qui pourraient déséquilibrer le budget, en échange de l'abandon de nouvelles mesures d'austérité. C'est dire à quel point la coalition Syriza-Anel était prête à reculer face à l'intransigeance tellement attendue d'un capitalisme européen qui ne compte pas dévier d'un iota de sa stratégie centrale : faire payer la crise aux travailleurs, rétablir à tout prix ses marges pour faire face à la concurrence internationale. Comme le président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker, l'a déclaré au *Figaro* le 29 jan-

quelques jours auparavant. Enfin, pour la présidence de la République Syriza a choisi Prokopis Pavlopoulos, ministre de l'intérieur en fonctions au moment de la révolte de décembre 2008, provoquée par l'assassinat par un policier du jeune Alexandros Grigoropoulos.

Plus que jamais, le sort des travailleurs grecs ne dépend que de leur mobilisation afin d'imposer l'annulation de la dette et de tous les plans d'austérité appliqués depuis 2010. Ici, en France, il demeure urgent d'affirmer notre solidarité avec les travailleurs et les classes populaires grecs et d'exiger l'annulation des 40 milliards d'euros de dette grecque détenus par l'Etat français. □

ENTRETIEN AVEC ARIS VASSILOPOULOS,
MAIRE DE NEA PHILADELPHIA-CHALKIDONA

« Nous défendons les biens publics et les espaces verts »

PROPOS RECUEILLIS PAR KATERINA PARDALI

La municipalité de Nea Philadelphia-Chalkidona, dans la banlieue nord d'Athènes, est la seule en Grèce à avoir à sa tête un militant issu du « Réseau rouge », l'aile anticapitaliste de Syriza animée par l'organisation DEA (Gauche ouvrière internationaliste). Dès son installation, Aris Vassilopoulos s'est trouvé confronté à l'épineux problème posé par la construction du nouveau stade de football de l'AEK Athènes. L'entretien reproduit ci-dessous est sorti originellement dans le journal de DEA, « Gauche Ouvrière », n° 327 du 7 janvier 2015. Il a été traduit du grec par Emil Ansker.

Le stade de l'AEK et le bois de Nea Philadelphia ont occupé les médias autant que la population. Que se passe-t-il exactement ? Pourquoi as-tu parlé de « jour historique » lors du dernier conseil municipal où des incidents ont eu lieu, et pourquoi vous êtes-vous pourvus devant le Conseil d'Etat ?

La situation est la suivante : du fait de l'ancienne équipe municipale, mais surtout du gouvernement Samaras-Venizelos, une loi est passée l'été dernier, qui a des retombées très néfastes sur notre ville. Elle a pour cerise sur le gâteau le déclassement de 0,6 hectare de surface boisée ou à reboiser, pour la construction du nouveau stade de l'AEK. Toutes ces dernières années, notre position a été claire et elle le reste. Nous revendiquons la protection complète et la mise en valeur du bois de Nea Philadelphia, et nous souhaitons la construction d'un nouveau stade de l'AEK dans notre ville. Mais cela peut et doit être fait dans le plus grand respect des règles environnementales et d'urbanisme, ainsi que de la Constitution. Nous sommes convaincus que la propagande sur le néces-

saire déclassement de 0,6 hectare dans le but de construire un stade de catégorie « UEFA Elite » est indéfendable, car un stade digne de l'histoire de l'AEK peut se faire et se fera sans affecter le bois.

Tout ce qui concerne notre prétendu refus de construction du stade de l'AEK, ou notre hostilité à l'AEK en général, relève de jeux pré-électorales visant à manipuler les supporters de l'AEK pour qu'ils soutiennent les forces qui ont pillé leurs vies. Ma déclaration sur le jour historique renvoie au fait que nous avons renoué le fil de toutes les anciennes autorités municipales combattives, qui n'ont jamais reculé devant les intérêts économiques qui tentaient d'empiéter sur le bois. C'est une chose dont nous sommes fiers et pour laquelle la plupart des habitants de Philadelphia et de Chalkidona nous soutiennent.

Ainsi, le vendredi 2 janvier nous nous sommes pourvus en tant que municipalité devant le Conseil d'Etat contre le nouveau Plan directeur d'aménagement d'Athènes – Attique, qui déclassifie la zone boisée de Philadelphia et la livre au projet de construc-

tion du nouveau stade de l'AEK.

Le conseil municipal a exprimé son opposition à la décision de la Direction des forêts de l'Administration décentralisée d'Attique, laquelle rejette l'étude municipale de réaménagement du bois, en invoquant le nouveau plan directeur. A travers son pourvoi au Conseil d'Etat, notre municipalité s'oppose à l'Administration décentralisée d'Attique et au ministère de l'environnement, et demande que la décision en question soit annulée.

Et comme l'a dit notre maire-adjoint, Vaggelis Koumarios, à l'*Efimerida ton Syntakton*, « nous affirmons que le plan directeur s'oppose à l'article 24 de la Constitution relatif à la protection des forêts, à la législation sur les zones forestières et plus généralement à la législation en matière d'urbanisme. C'est notre devoir politique que de défendre les biens publics et les espaces verts, en prolongeant la tradition de plus anciennes autorités municipales. Nous revendiquons le droit de la municipalité à gérer le bois dans sa totalité et à préserver son caractère forestier. Le stade de l'AEK peut et doit se faire dans la plus complète protection du bois, dans les limites des 2,66 hectares prévus par l'ancien acte de cession... »

Tu es, vous êtes (tou-te-s celles et ceux qui ont soutenu ta candidature) la municipalité « Syriza » qui a subi le plus d'attaques – et de différents côtés. Les gens de gauche vous soutiennent ?

La vérité c'est qu'en tant qu'autorité municipale nous avons subi une offensive rageuse de la part de l'ancien système de pouvoir et d'entrecroisement des intérêts qui a dominé



Supporteurs de l'AEK Athènes. DR.

pendant des années dans la municipalité, en y vivant sur le dos des administrés, ainsi que de la part de plus grands intérêts économiques ayant des projets dans le secteur. Le dernier épisode de cette offensive est une série de déclarations diffamatoires qui, tout en occultant que nous avons baissé la taxe d'habitation sur le logement et en avons exempté chômeurs de longue durée, personnes handicapées, familles de trois enfants et plus, ainsi que personnes sans ressources, nous accusaient de matraquage fiscal. Cela parce que nous avons réparé une injustice de plusieurs décennies qui nuisait à l'espace public, en augmentant (de façon facultative) la taxe d'occupation de la voie publique par les terrasses³.

En dehors de cela, en lien avec le stade de l'AEK, nous sommes confrontés à des attaques régulières, qui dans leur écrasante majorité consistent en déclarations menson-

gères et calomnieuses dans le but de nous nuire et de nous faire consentir à des solutions contraires à l'intérêt de la majorité sociale. Pendant toute cette période les gens de gauche, par instinct de solidarité, se sont tenus de notre côté, tandis que Syriza nous a soutenus quand il le fallait.

Que signifie une collectivité de gauche pour toi? Que peut-elle faire aujourd'hui?

Être de gauche dans le cadre d'une collectivité locale veut d'abord et surtout dire protection des personnes socialement vulnérables, des travailleurs, et de la qualité de vie des citoyens. Les mairies ne sont pas des entités incolores et inodores, comme le voudraient les vingt dernières années de domination néolibérale, mais des terrains d'affrontement, où l'on est souvent appelé à défendre des principes et des valeurs face aux intérêts qui se taillent la part du lion dans ce que l'on appelle la sphère publique. Être de gauche veut dire mettre l'accent sur les processus démocratiques et sur l'auto-organisation de la société, et défendre l'auto-



Le maire de Nea Philadelphia, Aris Vassilopoulos. DR.

nomie constitutionnelle des collectivités, qui ces dernières années ressemblent plus à une co-administration.

Nea Philadelphia et le stade de l'AEK,

La commune de Nea Philadelphia – Nea Chalkidona compte 35 556 habitants et jouxte la municipalité d'Athènes. Au second tour des élections municipales, le 25 mai 2014, la liste de Syriza « Force Citoyenne » emportait la municipalité avec 52,74 % des voix contre 47,26 % pour celle conduite par le candidat de la Nouvelle Démocratie, obtenant 19 sièges sur les 33 qui constituent le conseil municipal. Le nouveau maire, Aris Vassilopoulos, a été membre de l'organisation Kokkino et reste proche de DEA depuis la fusion des deux organisations.

L'affaire du stade de l'AEK empoisonne le climat politique à Nea Philadelphia depuis de nombreux mois. L'AEK, Union Sportive de Constantinople, est un club multisports fondé en 1924 par des réfugiés grecs d'Asie Mineure, dans la foulée de la guerre gréco-turque. Très marqué par cette référence identitaire, l'AEK est réputé compter parmi ses supporters de nombreux sympathisants de gauche, antifascistes, issus des classes populaires.

En déroute financière et sportive, la direction du club a été confiée en 2013 à l'entrepreneur Dimitris Melissanidis, armateur, fondateur et président de l'Agean Marine Petroleum, troisième compagnie pétrolière du pays. Melissanidis s'emploie à redresser économiquement l'AEK, à lui faire réintégrer le championnat de première division, ce qui passe notamment par la création d'un nouveau stade à Nea Philadelphia. Ce-

lui-ci serait baptisé « Stade Sainte-Sophie », en référence à l'Église orthodoxe d'Istanbul.

Les visées immobilières de l'AEK pour la réalisation de ce projet impliquent la destruction d'une partie d'un espace vert situé sur le territoire de la commune, en défense duquel une partie des habitants s'est mobilisée, et dont la conservation faisait partie des engagements d'Aris Vassilopoulos et de la liste « Force Citoyenne ». Si Melissanidis avait pu conclure des accords avec l'ancienne municipalité et l'ancien conseil régional (avant donc la victoire de la candidate de Syriza, Rena Dourou), la progression de la gauche dans les collectivités locales concernées a dû l'amener à renégocier certains points (urbanistiques et financiers).

Depuis que ces problèmes sont apparus, des hooligans du club font régner un climat de terreur dans la ville, dont une partie des

épisodes est rapportée ci-dessous ; il ne se passe en réalité pas une semaine sans que le maire, des membres de la liste « Force Citoyenne » ou des habitants partisans de la préservation de l'espace vert ne subissent des tentatives d'intimidation.

GESTION LOCALE ET POLITIQUE NATIONALE

Cette affaire montre assez bien la limite de ce signifie pour des supporters (a fortiori pour des hooligans) le soutien à un club connoté à gauche pour des raisons essentiellement historiques et identitaires, quand les enjeux sportifs priment tout le reste dans les esprits. Si les incidents sont le fait d'un noyau restreint de hooligans, le soutien au projet de Melissanidis est très large parmi les supporters ; certains mettant en avant les 1500 à 2000 créations d'emplois générées par les travaux de construction, dont 200 à 400 seraient pérennisés par la suite.

Du point de vue des anticapitalistes, cette situation pose d'autres questions. Très actifs dans l'assemblée populaire de Nea Philadelphia (émanation du mouvement des places de 2011), les militants de Kokkino avaient acquis localement une importante légitimité politique, qui s'est traduite par la candidature d'Aris Vassilopoulos aux élections municipales. Propulsé à la tête de la municipalité, celui-ci a immédiatement dû affronter l'offensive de Melissanidis, sans



Depuis ces quelques mois où nous avons pris en charge la gestion de la municipalité, nous sommes parvenus à réintégrer les sur-

veillants des écoles via une lutte judiciaire, nous avons attribué des crédits pour que les enfants des écoles bénéficient d'un en-cas à dix heures, nous avons plus que doublé le budget pour assurer la distribution de repas, avons mis fin aux relations troubles entre certains notables et la mairie, et mis en place un système fiscal municipal aussi redistributif que possible, comme je l'ai dit précédemment au sujet de nos concitoyens qui se trouvent dans les situations les plus difficiles (chômeurs de longue durée, personnes handicapées, etc.).

De plus, nous avons fourni des locaux et des ressources pour la création d'une pharmacie sociale, d'une épicerie sociale à Chalkidona et nous en créons une autre à Nea Philadelphia. Nous veillons à ce que des locaux soient ouverts pour héberger nos concitoyens sans-abri.

Parmi nos priorités immédiates figure la création d'un conseil des immigrés favorisant l'intégration culturelle et éducative de ceux-ci, auquel ils seront invités à participer. Parallèlement, nous avons rencontré une

grande réussite dans la réalisation des assemblées de quartier dans différents endroits de la ville. La participation de la population à nos assemblées a été importante. Les points les plus discutés et réclamés sont les aménagements anti-inondations dont la ville a besoin, les écoles (dont nous avons aussi besoin, beaucoup étant dans une situation désastreuse), les embauches dans les services de propreté. Mais aussi les espaces verts, la libération de la voie publique, etc.

Nous avons pour objectif de continuer ces assemblées de quartier, de façon à ce que les citoyens, les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, posent eux-mêmes leurs problèmes et besoins et se mobilisent pour leur satisfaction. □

1 Service déconcentré de l'Etat qui, depuis la réforme « Kallikratis » de 2010, applique à l'échelle d'une ou plusieurs régions (trois maximum) une partie des politiques publiques sous l'égide d'un secrétaire général nommé par le gouvernement.

2 Le quotidien « Journal des Rédacteurs », créé pendant la crise par des journalistes licenciés.

3 L'accaparement par les cafés et restaurants de la voie publique, notamment des trottoirs, sans autorisation est un problème qui se pose dans toutes les villes grecques. D'autres municipalités, comme celle du Pirée, ont ces derniers mois posé la question de la destruction de terrasses couvertes sauvages.

le contexte

disposer de grands moyens militants pour y faire face.

Alors qu'au plan politique central sont posés, dans et hors Syriza, des enjeux politiques très importants, les révolutionnaires impliqués dans la gestion de la municipalité de Nea Philadelphia ne peuvent guère se dédoubler pour mener tous les combats de front. D'autant que pour Aris Vassilopoulos, il est désormais crucial de disposer d'un soutien politique de la part de la Région et du gouvernement, tous deux maintenant entre les mains de Syriza.

Printemps 2014 : dans le cadre de la campagne municipale, les supporters de l'AEK envahissent deux fois le conseil municipal et organisent deux « rassemblement pacifiques » parallèles aux rassemblements électoraux de Syriza. Le 29 mai, ils envahissent une première réunion du Comité des habitants de Nea Philadelphia – Chalkidona, et l'empêchent de se tenir par des insultes et intimidations.

19 juin 2014 : Le comité des habitants de Nea Philadelphia – Chalkidona appelle à une discussion publique sur le Plan directeur d'aménagement d'Athènes-Attique. Les supporters de l'AEK organisent un contre-rassemblement, occupant la place avant les habitants. Ils insultent, menacent des habitants et membres de la liste « Force citoyenne » (dont Aris Vassilopoulos, fraî-

chement élu), en frappent certains et font trois blessés (en présence des MAT – les CRS grecs – qui n'interviennent pas). Un peu plus tard dans la soirée, ils attaquent le local anarchiste « Strouga » avec des jets de pierre, de morceaux de marbre, des pierres... faisant trois nouveaux blessés.

24 juin 2014 : Le Comité des habitants appelle à une réunion publique en présence des maires (tous deux Syriza) de Nea Philadelphia et de la commune voisine de Nea Ionia. Envahie par une centaine de supporters hurlant des slogans et proférant des menaces, la réunion ne peut se tenir.

28 juin 2014 : En riposte au climat de terreur et mafieux qui règne à Nea Philadelphia, le comité des habitants appelle à une manifestation relayée par la gauche (Antarsya et Syriza) et les anarchistes. Préparée de façon quasi militaire, encadrée par un puissant service d'ordre principalement anarchiste, la manifestation est massive et se termine sur la place centrale de la ville, à quelque centaines de mètres des supporters de l'AEK que la police empêche d'approcher.

Décembre 2014 : 17 citoyens connus pour avoir participé à une action en justice pour la préservation du bois trouvent au matin, sur le seuil de leur maison, une lettre d'insultes et de menaces faisant explicitement

référence à l'affaire du stade, et portant la signature « Combattants jaunes » (les couleurs de l'AEK sont le jaune et le noir). Le véhicule et le domicile d'un autre habitant de Nea Philadelphia sont attaqués au cocktail molotov, sur l'entrée de sa maison est écrit « Tu vas mourir » et « Juste l'AEK ».

22 décembre 2014 : Lors de la réunion du conseil municipal, 50 supporters envahissent la salle, frappent et blessent cinq personnes, menacent le maire. La police intervient.

6 janvier 2015 : Lors de la fête de l'Épiphanie qui se déroule au lac de Nea Philadelphia, des supporters rassemblés près du lieu de la cérémonie insultent le maire, le menacent. Celui-ci quitte les lieux sous escorte policière. Quelques minutes plus tard, dans le bois, quinze hooligans interpellent et frappent un journaliste qu'ils considèrent comme défavorable à l'AEK.

19 janvier 2015 : 1000 supporters de l'AEK se rassemblent près d'une station de métro proche de Nea Philadelphia. Ils détruisent un stand électoral de Syriza où heureusement personne ne se trouvait (Durant les campagnes électorales, l'ensemble des partis installent sur les places centrales des stands, ou kiosques couverts qui sont démontés le lendemain du scrutin). □

PAR EMIL ANSKER

UN ENTRETIEN AVEC SAM FARBER

Etats-Unis – Cuba : la fin de la guerre froide ?

PROPOS RECUEILLIS PAR
LANCE SELFA

Comment interpréter la reprise des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba, annoncée le 17 décembre 2014 ? Nous publions à ce sujet une interview de Sam Farber, un auteur américain marxiste, né et élevé à Cuba, qui a publié plusieurs ouvrages de grande qualité sur l'histoire de ce pays et de sa révolution¹, réalisée pour le site de l'ISO (International Socialist Organization), socialistworker.org². Le texte a été traduit de l'anglais par Jean-Philippe Divès.

Quelles sont les raisons fondamentales de ce dégel entre les Etats-Unis et Cuba ? Du point de vue américain d'un côté et cubain de l'autre ?

Je crois que plusieurs facteurs y ont poussé des deux côtés, même si le choix du moment restait une question ouverte. La fin de la Guerre froide avec l'URSS et, à peu près au même moment, le retrait d'Afrique de Cuba ont réduit l'importance de ce pays pour la politique étrangère états-unienne, à tel point que Cuba est à peine mentionnée dans les études stratégiques publiées ces deux dernières décennies par la Défense et les Affaires étrangères. La pression s'est ainsi relâchée par rapport à la situation qui prévalait auparavant.

Il y a aussi le fait que les capitalistes américains sont de plus en plus favorables au commerce avec Cuba. En 2000, les Etats-Unis ont approuvé une loi exemptant de l'embargo économique les exportations d'aliments et de produits agricoles, et des groupes tels que Archer Daniels Midland, Tyson Foods et d'autres se sont engagés dans des relations commerciales avec Cuba. De très nombreuses entreprises, à l'exception d'une frange très à droite, sont en faveur de cela.

S'y ajoute le fait que le Pentagone était depuis un certain temps favorable à la reprise des relations. Ses responsables ont des rencontres régulières avec les autorités cubaines à propos de la logistique de la base navale de Guantanamo Bay, du trafic de drogue et d'autres questions.

☞ Aux Etats-Unis, de très nombreux chefs d'entreprise veulent maintenant le développement de relations commerciales. De son côté, Cuba souffre d'une carence chronique d'investissement. ☞

Enfin, mais ce n'est pas le moins important, le poids des exilés cubains de droite à Miami a décliné. La zone du comté de Dade a encore au Congrès trois représentants de la droite cubano-américaine, mais le soutien à leur politique est en déclin, tandis que la composition de la communauté cubaine a changé de façon assez significative. La majorité des Cubains et des Cubano-Américains résidant au sud de la Floride sont maintenant des gens arrivés après 1980, et cette majorité se renforce constamment. Entre 20 000 et 30 000 Cubains arrivent chaque année aux Etats-Unis et la vieille génération est en train de s'éteindre. Celle-ci conserve cependant un fort pouvoir de contrôle sur les médias et le système politique, parce qu'elle est composée des gens les plus riches.

Tous ces facteurs ont contribué à créer, du côté états-unien, une situation dans laquelle, pour toute une série de raisons, les politiciens ont considéré opportun d'évoluer sur la question de Cuba.

Du côté cubain, le pays est confronté à une situation économique préoccupante, caractérisée par une carence chronique d'investissements. Le ministre cubain de l'économie a estimé que le pays avait besoin de deux milliards de dollars par an pour pouvoir redémarrer. L'investissement à Cuba est deux fois inférieur à celui du reste de l'Amérique latine, et la productivité y est basse au regard des normes latino-américaines. La croissance économique a également été faible ces dernières années, n'atteignant que 1 % en 2014.

Tout cela a donc créé une situation dans la-

quelle les deux côtés étaient prêts à un changement dans leurs relations. Les élections de 2014 étant passées, Obama a considéré que c'était politiquement le meilleur moment pour le faire.



Fidel Castro, 88 ans, avec son successeur et frère, le jeune Raúl Castro, 83 ans. DR.

Quelle est votre appréciation de l'ouverture des relations diplomatiques ? Obama peut faire une série de choses à travers le pouvoir exécutif, mais seul le Congrès peut abroger la loi Helms-Burton [qui régit actuellement l'embargo, NdTr]. Quelles sont donc les limites de l'accord au point actuel ?

La loi Helms-Burton, que le Congrès et le président Bill Clinton ont approuvée en 1996, prohibe toute activité économique entre les Etats-Unis et Cuba – ainsi, les investissements de sociétés américaines à Cuba sont interdits.

Pour détendre les relations politiques

comme économiques entre les Etats-Unis et Cuba, Obama est allé un peu au-delà de ce que la loi permet. Il a ainsi pu libéraliser les transferts de fonds en provenance des Cubano-américains, qui devraient passer de 1,5 milliard de dollars par an à 2 milliards en 2015, soit une augmentation de 25 %. Cela étant, le cœur du problème est que la loi Helms-Burton interdit toujours le plein rétablissement de relations économiques entre Cuba et les Etats-Unis.

« Le problème est que la loi Helms-Burton interdit toujours le plein rétablissement des relations économiques entre Cuba et les Etats-Unis. Pour la modifier, il faudra une décision du Congrès. »



Il revient maintenant au Congrès d'amender, modifier ou abroger la loi Helms-Burton. Un nombre significatif de Républicains, tels que le sénateur Jeff Flake de l'Arizona, sont favorables à un changement. Il reste à savoir combien de Républicains et de Démocrates adopteront une position similaire. Certains Démocrates, comme le sénateur Robert Menendez du New Jersey, y sont totalement opposés. Menendez est un cubano-américain allié depuis des années aux éléments les plus à droite de la communauté cubaine du sud de la Floride. Il n'y a pas sur cette question une ligne de

fracture nette entre Démocrates et Républicains. Elle traverse en fait les deux partis et je n'ai encore vu aucune estimation chiffrée du nombre de Républicains et de Démocrates qui seraient disposés à une abrogation. Cela reste à voir.

Si la loi Helms-Burton n'était pas abrogée et restait en l'état, qu'est-ce que cela signifierait pour les Cubano-Américains qui ont de la famille à Cuba ?

Les modifications à la marge de la loi Helms-Burton introduites par Obama ont changé de façon significative la situation des Cubano-Américains. Par exemple, ils peuvent maintenant envoyer des montants presque illimités à leurs proches – parents, frères et sœurs.

Les voyages vers Cuba ont été libéralisés d'abord du côté cubain et maintenant du côté américain, si bien que l'on prévoit une augmentation du nombre des visiteurs. Il y en avait déjà un certain nombre, surtout depuis que le gouvernement cubain avait commencé à autoriser les Cubano-Américains à recevoir les membres de leur famille à Cuba dans des hôtels. Varadero, le principal complexe hôtelier de Cuba, est ainsi rempli de Cubains dont les chambres sont payées par leurs parents de Miami qui viennent les visiter.

Beaucoup de choses ont donc déjà changé, et maintenant cela changera encore davantage. Mais il y a également des choses que les Cubano-Américains ne pourront pas faire. Par exemple les frères Fanjul, des Cubano-Américains qui sont de grands producteurs de sucre en Floride, très hostiles au gouvernement cubain, ont pris un tournant en décidant de soutenir l'établissement de relations économiques entre les deux pays. Ils se sont rendus à Cuba et entretenus avec le gouvernement cubain, mais ils n'auront pas la possibilité d'investir des millions pour ouvrir une raffinerie de sucre nouvelle et moderne. Pour cela, il faudrait l'abrogation de la loi Helms-Burton.

A gauche, beaucoup ont considéré cette ouverture comme une victoire pour le peuple cubain. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Je le vois également ainsi, dans le sens où le rétablissement des relations économiques avec Cuba est un coup porté contre la conception selon laquelle les Etats-Unis auraient le droit d'imposer à Cuba le système socio-économique et politique qui a leur préférence – et si Cuba ne l'accepte pas, alors les Etats-Unis auraient le droit de la sanctionner économiquement, pas seulement à travers les mécanismes du marché mais par des moyens extra-économiques.

« Le néolibéralisme est censé défendre la liberté des forces du marché, mais c'est un pouvoir politique qui a interféré avec le marché et imposé des sanctions contre Cuba. »

Il faut garder à l'esprit le fait que c'est l'embargo/blocus économique, et non le marché libre, qui a créé la misère pour le peuple cubain. Le néolibéralisme est censé défendre la liberté des forces du marché. Mais c'est un pouvoir politique qui a interféré avec le marché et imposé des sanctions contre Cuba, de façon totalement extérieure à ce que le néolibéralisme bourgeois est supposé reconnaître comme légitime. Dans cette mesure-là, il s'agit donc d'une défaite pour ceux qui pensent que les Etats-Unis devraient avoir le pouvoir et le droit de donner ou non leur blanc-seing à un gouvernement étranger et à un système économique à l'étranger, et le cas échéant de le sanctionner par des moyens extra-économiques. En ce sens, il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une victoire.

Le Département d'Etat [ministère US des Affaires étrangères, NdTr] envoie à Cuba, en janvier, une délégation pour engager des discussions à un haut niveau. Le gouverneur de l'Etat de New York, Andrew Cuomo, a par ailleurs annoncé qu'il prendrait la tête d'une mission commerciale. Quelles réflexions cela vous inspire-t-il ?

On peut parier que ces missions gouvernementales à Cuba vont conduire à une augmentation significative du tourisme pour l'année qui vient ! Dès à présent, il y a sur place une délégation de Démocrates du Congrès, tandis que le gouverneur Cuomo y est attendu prochainement et que le secrétaire [ministre fédéral, NdTr] au Commerce, Penny Pritzker, prévoit également de s'y rendre bientôt.

Je viens de voir une déclaration signée de responsables politiques et d'hommes d'affaires très importants – y compris George Shultz, l'ancien secrétaire d'Etat sous Reagan –, qui pour l'essentiel pousse à une normalisation des relations avec Cuba. Ils ne parlent pas explicitement d'une abrogation ou d'une modification de la loi Helms-Burton, mais c'est dans une large mesure ce



que cela veut dire. C'est signé par d'autres figures de l'establishment, telles que Bill Richardson, l'ancien gouverneur du Nouveau Mexique, ambassadeur à l'ONU et secrétaire à l'Énergie. Il est évident qu'il y a une forte pression, dans les milieux officiels politiques et des affaires, pour aller vers une normalisation avec Cuba.

Quel pourra être l'impact sur l'Amérique latine du rétablissement des relations entre les Etats-Unis et Cuba ? Je pense notamment au fait que Cuba accueille les négociations entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC, ainsi qu'à ses rapports étroits avec le gouvernement de gauche du Venezuela. Quelles pourront en être les conséquences, plus généralement, pour le rôle des Etats-Unis dans la région ?

Un des éléments pris en compte par Obama pour décider de la reprise des relations avec Cuba a été la nécessité de faire changer la perception des Etats-Unis en Amérique latine, en y éliminant une source permanente – et importante – d'irritation. Je pense que c'est entré pour beaucoup dans le calcul.

En ce sens, il sera d'une certaine façon plus facile de traiter avec le Venezuela et d'autres pays de l'hémisphère, en particulier ceux qui disposent de gouvernements de centre-gauche, certains moins radicaux comme l'Équateur et d'autres davantage tel le Venezuela. Il sera plus aisé pour les Etats-Unis de se confronter à ces pays si l'hypothèque des rapports avec Cuba est levée.

Je ne veux pas dire, comme le font certains, que Cuba va réduire son soutien au Venezuela et aux autres pays de centre-gauche dans la région. Ce ne sera pas le cas tant que les conditions actuelles perdureront. Mais il sera plus facile pour les Etats-Unis de gérer leurs relations avec ces pays. Je pense que les considérations de politique étrangère ont joué un rôle dans la décision d'Obama. C'était aussi le cas de gens tels que George Shultz, qui a signé des pétitions appelant à une normalisation des relations. Cet aspect a clairement joué un rôle.

Pensez-vous que cette ouverture va inaugurer un processus de changement politique à Cuba même ? Si oui, dans quel sens ? Et les Etats-Unis s'en préoccupent-ils ?

Je crois que c'est une question à plus long terme. Pour l'instant, il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une victoire pour le gouverne-

ment cubain. D'ailleurs, celui-ci a eu le culot d'attaquer des dissidents – comme l'artiste performeuse Tania Bruguera, qui a tenté de montrer son spectacle sur la place de la Révolution, en a été empêchée puis a été arrêtée – au prétexte qu'ils mettraient en danger les nouvelles relations avec les Etats-Unis.

« Avant, les dissidents faisaient le jeu des Etats-Unis et du blocus, maintenant, ils mettent en danger les relations avec les Etats-Unis... »

Auparavant, l'accusation était que les dissidents faisaient le jeu du blocus. Maintenant, si vous êtes en désaccord, vous faites le jeu de ceux qui veulent perturber les relations avec les Etats-Unis !

Mais cela, c'est le court terme. A moyen et plus long terme, je crois que l'ouverture vers les Etats-Unis va miner la légitimité du gouvernement, parce qu'il ne lui sera plus possible de proclamer que les problèmes économiques à Cuba sont causés par l'embargo – surtout si la loi Helms-Burton est significativement modifiée voire abrogée.

Le gouvernement cubain semble très attiré par le modèle économique de la Chine ou du Vietnam. Pensez-vous qu'il pourrait aller dans cette direction ? Et vu ce que vous venez de dire à propos de la possibilité d'un changement politique, serait-ce viable ?

Je pense que c'est ce que veut le gouvernement. Lorsque nous parlons de modèle chinois ou vietnamien, cela ne veut pas dire que Cuba pourrait tirer des campagnes un renforcement de sa force de travail industrielle. La population de Cuba n'est rurale qu'à 25 %. La structure du pays est très différente de celle de la Chine ou du Vietnam. Il ne s'agit pas non plus d'un modèle économique spécifique.

« Le projet d'une évolution à la chinoise, vers un modèle combinant contrôle de l'Etat, absence de démocratie et investissement privé. »

Mais ce qu'à mon avis veut le gouvernement, c'est un modèle de système social où il y a un parti d'Etat et une absence de démocratie mais, en même temps, des possi-

bilités d'investissement privé substantielles, en particulier d'investissement étranger dans des industries clés, mais avec un Etat qui se réserve la direction des lignes économiques directrices. Le système bancaire en Chine, qui reste monopolisé par l'Etat, en est un exemple.

Le problème à Cuba est que le gouvernement fait deux pas dans ce sens, puis un pas en arrière. La raison en réside certainement dans une résistance bureaucratique – puisque sous un tel modèle, de nombreux bureaucrates perdraient de leur pouvoir, risqueraient de perdre leurs fiefs. Depuis sa prise de fonctions, Raúl Castro a essayé de ne pas trop perturber le pouvoir bureaucratique – et c'est pourquoi tout ce processus a été contradictoire.

Cuba a ouvert récemment à Mariel une zone économique dédiée à l'exportation. Pensez-vous que les planificateurs économiques espèrent suivre un tel modèle, à l'instar du Vietnam ou de Macao ?

Jusqu'à présent, le port de Mariel n'a pas été un grand succès. L'Organisation Odebrecht, une très grande compagnie brésilienne, a investi une masse de capitaux pour rénover et moderniser le port de Mariel, qui comprend une zone de libre échange. Ils disent qu'ils attendent la fin des travaux d'élargissement du canal de Panama, nécessaires pour que de grands bateaux puissent utiliser ce port comme escale vers les Etats-Unis ou l'Europe.

En fait, au point actuel du développement économique de Cuba, le pays n'a pas grand-chose à offrir au niveau industriel ou agricole. Ce qu'il peut proposer, et dans quoi il est déjà largement engagé, ce sont des services. Il y a ainsi beaucoup d'enthousiasme pour le tourisme. Cuba a reçu en 2014 trois millions de touristes. La prévision de quatre millions pour 2016 est plausible. Cela créera de fortes tensions sur les infrastructures et la capacité hôtelière. Il faut donc s'attendre à ce que le capital européen accroisse ses investissements dans l'industrie hôtelière. Celle-ci a besoin de davantage d'hôtels, qui à leur tour auront besoin de nouvelles infrastructures.

Des possibilités existent également dans le domaine des biotechnologies et de l'industrie pharmaceutique. Des sociétés américaines ont déjà des projets de joint-venture pour la production de médicaments. Cela pourrait se développer, même si je pense que c'est une perspective à plus long terme.

Aux Etats-Unis, de nombreux radicaux craignent que des militants de gauche, comme Assatu Shakur [ancienne membre du Black Panther Party,

condamnée sans preuve à perpétuité pour le meurtre présumé d'un policier, NdTr], qui a obtenu le statut de réfugiée politique à Cuba, puissent être extradés vers les Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

« A moyen et long terme, il y aura une remise en cause de l'idéologie qui domine au sein du pouvoir cubain, ce qui pourrait faciliter les résistances. »

Je suis bien évidemment préoccupé

entre les Etats-Unis et Cuba.

Je ne sais pas non plus si Assata Shakur a reçu la nationalité cubaine. Elle est dans le pays depuis des dizaines d'années. Si elle a reçu la nationalité cubaine, ce sera un obstacle supplémentaire pour son extradition aux Etats-Unis. Mais ce qui est frappant dans ce cas particulier, c'est que rien n'en a été dit. Evidemment, le gouverneur Chris Christie du New Jersey a sauté sur l'occasion en déclarant qu'elle devrait être renvoyée aux Etats-Unis. Mais personne au sein du gouvernement fédéral de Washington ni à La Havane n'a dit le moindre mot à ce sujet.

tion, mais libéralisation –, qui d'ailleurs a déjà commencé, aidera dans ce sens. Les gens pourraient protester plus ouvertement que dans le passé.

En Chine, même avec un parti d'Etat unique, il y a chaque année des mouvements de dizaines de milliers de travailleurs, ce qui a conduit à des augmentations de salaire – à tel point que certaines entreprises citent, parmi d'autres facteurs, les salaires comme une raison de leur retrait de Chine. C'est ainsi que le Bangladesh est devenu le centre de la production de vêtements, la Chine n'étant plus considé-

Le Vatican a, dit-on, œuvré puissamment au réchauffement des relations américano-cubaines. DR.



aussi par cette question. Jusqu'à présent, aucun responsable cubain ou états-unien n'a dit la moindre chose à ce sujet. Il y a eu récemment un article dans la *New York Times* à propos de criminels cubains qui ont été extradés vers Cuba. Je ne suis pas spécialisé en droit international, mais il me semble que cela ne nécessite pas de traité d'extradition. Autant que je sache, il n'y a aujourd'hui aucun traité d'extradition en vigueur

Qu'est-ce qui vous semble le plus important à retenir de ces événements ?

A moyen ou long terme, il y aura une remise en cause de l'idéologie qui domine au sein du pouvoir cubain, selon laquelle la piètre situation économique s'explique par le blocus états-unien. Cela pourrait faciliter le développement de la résistance à Cuba. Une certaine libéralisation – pas démocratisa-

tion, mais libéralisation –, dans la mesure où la libéralisation pourrait élargir l'espace que les gens ont pour s'organiser et revendiquer, ce serait un développement positif. □

1 Le dernier en date, publié en décembre 2011 par Haymarket Books (Chicago), est « Cuba Since the Revolution of 1959: A Critical Assessment » (Cuba depuis la révolution de 1959 : une évaluation critique).
2 <http://socialistworker.org/2015/01/27/cold-war-against-cuba>

Une note liminaire

Le dossier de ce numéro porte sur divers aspects de la situation économique, sans en couvrir l'ensemble de façon exhaustive (la question de la Chine n'est ainsi abordée que très rapidement).

Cette situation et les interprétations qui peuvent en être faites sont complexes, notamment pour ce qui concerne le décalage de conjoncture entre les Etats-Unis et l'Europe continentale (plus particulièrement la zone euro), ainsi que les facteurs susceptibles d'enclencher une nouvelle crise financière.

Dans la zone euro, il y a matière à s'interroger sur les récentes inégalités de performance, en particulier sur les facteurs du redressement apparent des pays du Sud. Enfin, l'ampleur de l'impact des développements en Grèce est une question évidemment posée.

Face à toutes ces questions, nous publions ici des articles qui ne font pas forcément consensus mais permettent d'éclairer les problèmes posés.

Tour d'horizon de l'économie mondiale : la longue dépression

PAR GASTON LEFRANC

Plus de six ans après le début de la crise, la croissance mondiale (autour de 3% en 2014) n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise (4,5 % entre 2000 et 2007). La dépression économique s'inscrit dans la durée dans les pays impérialistes, malgré la baisse du prix du pétrole qui leur offre une bouffée d'oxygène, mais est aussi lourde de menaces pour l'industrie du pétrole de schiste états-unienne.

Le Japon et la zone euro connaissent une croissance quasi nulle. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont renoué avec la croissance (autour de 2,5 %), mais celle-ci est fragile et tirée par une bulle financière qui menace d'exploser et d'entraîner dans sa chute l'économie mondiale. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ralentissent ou plongent en récession. Comme en 2014, quand Goldman Sachs avait notamment prévu un boom de l'investissement, les économistes bourgeois sont plutôt optimistes pour 2015. Mais il n'y aura pas de miracle : au mieux la croissance restera faible, au pire un nouvel épisode de crise financière pourrait refaire plonger l'économie mondiale avant la fin de l'année.

L'économie de la zone euro connaît une croissance très faible et différenciée. Les maillons faibles sont désormais la France et l'Italie, dont la croissance était nulle ou quasi nulle au 4^{ème} trimestre. Le taux de marge des entreprises y est au plus bas, et les gouvernements sociaux-libéraux cherchent à mettre en place les contre-réformes que les autres pays ont déjà appliquées (avant la crise pour l'Allemagne, après la crise pour l'Europe du Sud). Les pays les plus durement frappés par la crise et qui ont mis en place des politiques d'austérité drastiques (Grèce, Espagne, Portugal) renouent modérément et fragilement avec la croissance. Les faits

contredisent les prophéties des keynésiens antilibéraux : dans le cadre du capitalisme, la croissance ne peut repartir que si le taux de profit se redresse. Le capitalisme doit détruire le capital excédentaire et baisser la valeur de la force de travail pour se régénérer (timidement).

La croissance au Royaume-Uni a été de 2,5 % en 2014. Mais elle a ralenti au 4^{ème} trimestre : 0,5 % contre 0,7 % au trimestre précédent. Surtout, cette croissance est alimentée par une politique monétaire expansionniste qui nourrit un boom immobilier (qui s'essouffle aujourd'hui). L'investissement productif reste faible et la production industrielle a reculé en décembre.

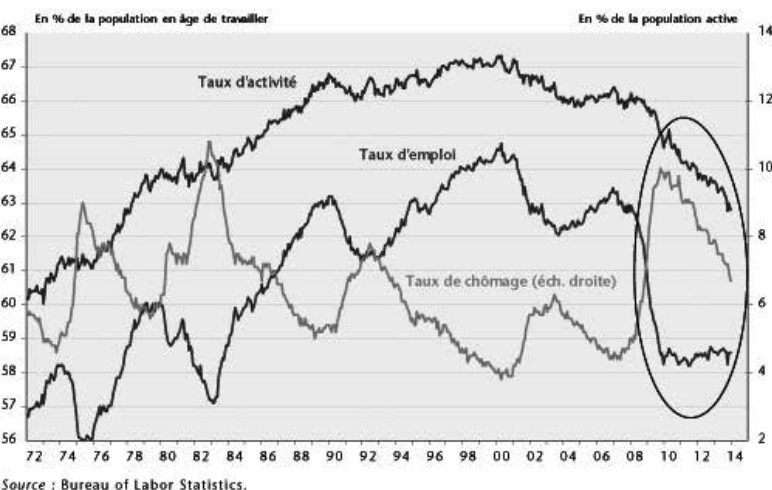
L'économie japonaise est sortie péniblement d'une récession en fin d'année dernière, après une baisse du PIB de 1,9 % puis 0,4% aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. La hausse de la TVA en est en partie responsable, mais la dépression japonaise a des causes bien plus profondes. La dépréciation du yen, engendrée par le *quantitative easing* (assouplissement quantitatif, expansion du bilan de la banque centrale qui crée de la monnaie pour acheter un certain nombre de titres), n'a pas soutenu l'activité, car le recul de la demande intérieure dû à l'inflation importée a pris le pas sur la stimulation des exportations. Les salaires réels ont reculé en 2014 de 2,5 % pour la troisième année consécu-

tive. C'est la faillite des *Abenomics*, vantée par certains économistes keynésiens qui saluaient le volontarisme du premier ministre Abe.

L'économie américaine n'est florissante que par rapport aux économies européenne et japonaise. La croissance a été de 2,4 % en 2014 et reste inférieure aux 3,4 % de moyenne des années 1990. Le blocage des salaires et les restructurations (par exemple dans le secteur automobile) ont permis une hausse du taux de profit, qui a permis aux entreprises de réduire légèrement leur endettement, condition nécessaire au redémarrage de l'accumulation. Mais les États-Unis restent comme les autres pays impérialistes plongés dans une longue dépression¹. Malgré deux trimestres dynamiques, la croissance a ralenti au 4^{ème} trimestre (2,6 % en rythme annualisé). Depuis quelques mois, les profits stagnent, ce qui a entraîné un net ralentissement des investissements au 4^{ème} trimestre (+1,9 % contre +8,9 % au trimestre précédent). Les dépenses des entreprises en équipements ont même chuté de 1,9 %. C'est le plus fort recul depuis le 2^{ème} trimestre 2009. Le déficit commercial s'accroît avec l'envolée du dollar par rapport au yen et à l'euro. Si le taux de chômage officiel (5,6 %) a retrouvé son niveau d'avant-crise, ce n'est pas le cas du taux d'emploi (rapport entre le nombre d'emplois et la population en âge de travail-

ler), qui reste au plus bas. L'explication est simple : le taux d'activité américain (rapport entre la population active et la population en âge de travailler) est désormais à son plus bas niveau historique depuis 36 ans. Il n'y a plus aujourd'hui que 44% des Américains qui ont un salaire à plein temps... contre 58% en 2007 !

Le marché du travail aux Etats-Unis



En Chine, même si la croissance reste forte, elle a ralenti à 7,4 % en 2014, le taux le plus bas depuis 1990. La croissance de la production d'électricité, considérée comme un bon étalon de la performance économique, n'a été que de 3,2 % (ce qui jette un doute sur les chiffres officiels de la croissance). Depuis 10-15 ans, le taux de profit a chuté lourdement. C'est la conséquence de deux facteurs :

- Une très forte accumulation du capital, qui a augmenté la composition organique du capital, c'est-à-dire le rapport entre le capital investi dans les moyens de production et les salaires. Entre 2000 et 2013, la croissance annuelle moyenne de l'investissement a été de 12,2 % contre 7,3 % pour la consommation.

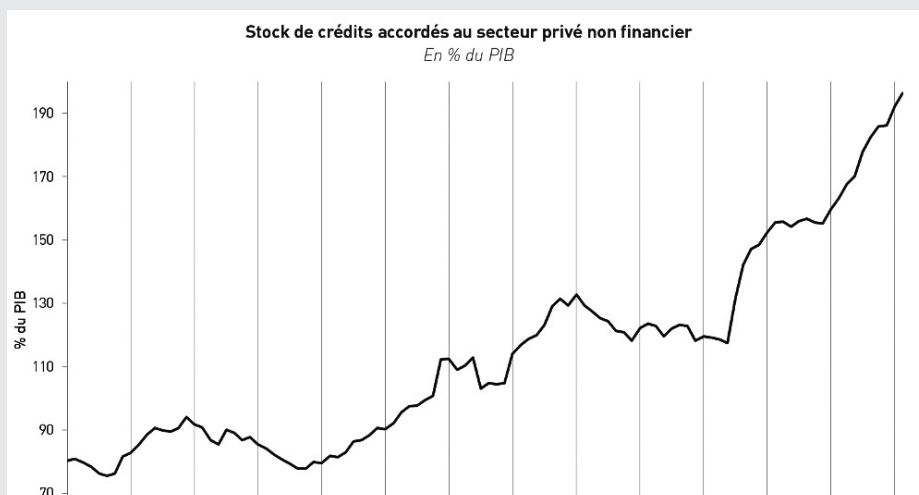
- Une hausse des salaires ces dernières années : elle a été d'environ 50 % entre 2010 et 2013 pour les travailleurs d'usine, résultat de nombreuses grèves dans le pays (entre 2011 et 2013, le China Labour Bulletin a recensé 1171 grèves dans le pays). D'où une perte de compétitivité par rapport à ses voisins asiatiques, et des délocalisations vers le Bangladesh ou le Cambodge notamment.

Cette baisse du taux de profit ne laisse guère de doute sur la fin des années « glorieuses » d'une croissance autour de 10 %. Pire, l'endettement de l'économie chinoise augmente très rapide-

ment, en particulier celui des entreprises (cf. graphique ci-dessous) et des gouvernements locaux : il a été multiplié par quatre entre 2007 et 2014. Il a alimenté une bulle immobilière lourde de menaces puisque le secteur de la construction de logements pèse 15 % du PIB. Le taux d'inoccupation des logements augmente et les surcapacités de production sont flagrantes : d'innom-

brables centres commerciaux, bureaux, routes, voies ferrées, ponts ou immeubles restent vides ou inutilisés. Les conditions d'une crise de grande ampleur, bien au delà d'un simple ralentissement, s'accumulent. On assiste en outre à un rééquilibrage spectaculaire des flux d'investissements directs étrangers (IDE), qui traduit à la fois le ralentissement de l'économie chinoise et sa transformation impérialiste. Les IDE entrants en Chine diminuent (tout de même 128 milliards de dollars en 2014), notamment dans le secteur manufacturier, en raison de la hausse des salaires. Les IDE sortants progressent fortement et ont atteint 100 milliards, la Chine devenant le troisième exportateur de capitaux.

Stock de crédits accordés au secteur privé non financier



L'Amérique latine est désormais globalement en récession. **Au Brésil**, septième économie de la planète et première de l'Amérique du sud, après une forte reprise en 2010 (+ 7,5 %), tous les voyants sont dé-

sormais au rouge : la production manufacturière recule, la balance commerciale, structurellement excédentaire depuis 2000, est devenue déficitaire malgré la dépréciation du real par rapport au dollar. La désindustrialisation s'accélère, tendance lourde d'un pays tourné vers l'exportation de matières premières (dont les prix sont au plus bas) et qui a réduit les mesures protectionnistes. **En Argentine**, après une croissance très soutenue entre 2003 et 2011 (7,5 % en moyenne), l'arrêt est brutal, et la récession devrait se prolonger en 2015. La production industrielle chute et l'inflation est au plus haut. **Au Venezuela**, les revenus de l'or noir représentent 95 % des exportations et les deux tiers des recettes de l'État. L'économie plonge et Maduro n'a plus les moyens de maintenir le modèle de redistribution chaviste. Faute d'engager la rupture avec le capitalisme, il est contraint de prendre un virage austéritaire. Il vient d'annoncer la libéralisation du régime de change, qui marque la « normalisation » du Venezuela : la loi du marché s'imposera et les travailleurs paieront le prix fort.

En Afrique du Sud, le secteur minier est en crise, les coupures d'électricité se multiplient. En 2014, la croissance n'a été que de 1,4 % et le déficit commercial s'est aggravé. Si le taux de chômage officiel avoisine 25 %, le taux réel est bien plus élevé. Sur fond de corruption au sommet de l'Etat, la situation pourrait devenir explosive. **Le Nigeria**, première puissance économique d'Afrique, est frappé de plein fouet par la chute des prix du pétrole qui représente 70 % des recettes étatiques. Alors qu'il a connu dix ans de croissance à 7 % qui n'a pas profité à la masse de la population, ce temps semble révolu. Les caisses

de l'Etat sont vides, la monnaie s'est effondrée, le chômage endémique va encore progresser et probablement alimenter les luttes sociales. □

Vers une nouvelle crise financière

PAR GASTON LEFRANC

Depuis le plongeon de 2009, les taux de croissance d'avant crise ne sont jamais revenus. Une condition d'un redémarrage de l'économie est son désendettement. Or, à l'échelle mondiale, il n'a pas eu lieu. Dans presque tous les pays, la dette a continué à croître tant en niveau absolu et que par rapport au PIB.

Un rapport de McKinsey indique que, depuis 2007, le poids de la dette a augmenté de 57 000 milliards de dollars, 17 points de PIB, passant de 269 % à 286 % du PIB mondial¹. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les entreprises se sont (légèrement) désendettées, ce qui explique le retour d'une croissance modérée. Mais ce n'est pas le cas en France et dans la plupart des pays, malgré la prise en charge d'une partie de la dette privée par les Etats. Au Japon, la dette publique explose tous les records. En Chine, l'endettement des entreprises se développe bien plus vite que la production, ce qui alimente une bulle immobilière gigantesque. Pour renouer avec la croissance, et quel qu'en soit le moyen (guerre, faillites, etc.), le système a besoin d'en passer par une purge du capital physique excédentaire et un désendettement des économies.

LA MENACE DE LA DÉFLATION

La zone euro est proche de la déflation. En janvier, les prix ont baissé de 0,6 % sur un an. Cette faiblesse n'est pas seulement due à la chute des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente (hors énergie, alimentation et tabac) est de seulement + 0,6 %. Cela traduit un tassement des marges sous le poids de la concurrence.

La déflation n'est pas une simple baisse des prix qui serait neutre sur l'économie réelle : quand les prix baissent, les acheteurs ont tendance à différer leurs achats, ce qui freine la demande et alimente la surproduction. En outre, une croissance faible avec des prix qui baissent entraîne une augmentation du poids de la dette et peut conduire les entreprises à la faillite. C'est la raison

fondamentale du quantitative easing (assouplissement monétaire)² européen : tout faire pour éviter la déflation.

UNE NOUVELLE BULLE FINANCIÈRE QUI PRÉPARE UNE NOUVELLE CRISE

Le principal indice boursier américain, le Dow Jones, valait 14 000 points avant la crise en 2007. Il a été divisé par deux avec la crise, tombant à 7000. Mais il est remonté dès le début 2009 pour dépasser aujourd'hui les 18 000 points.

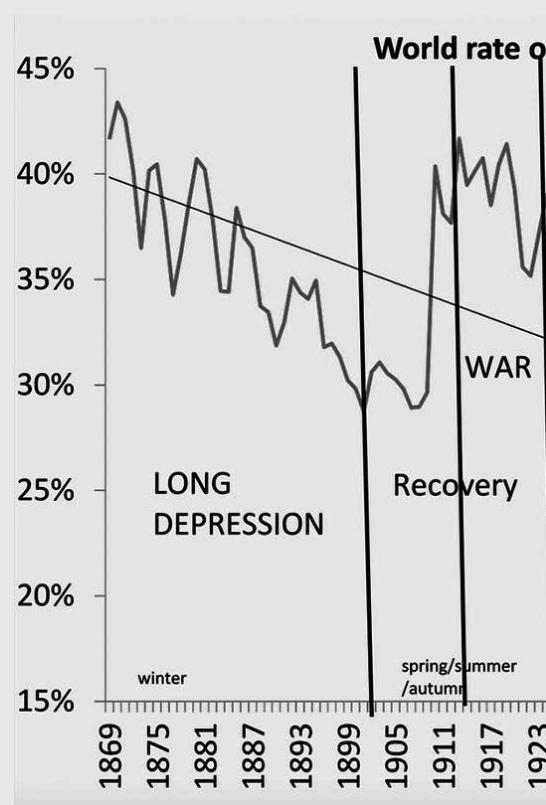
Cette euphorie boursière reflète-t-elle des profits faramineux et une économie radieuse ? La réponse est clairement non. Après avoir atteint un plancher dans les années 1980, le taux de profit ne s'est jamais redressé significativement malgré le tournant « néolibéral ». Depuis 1997, il baisse de nouveau tendanciellement³. Les bulles financières reflètent depuis lors l'abondance d'argent, alimentée par des politiques monétaires expansionnistes, qui ne trouve pas à s'investir de façon rentable dans « l'économie réelle ».

La nouvelle bulle financière trouve sa source dans la politique de quantitative easing (QE) lancée aux USA dès la fin 2008. Cette politique consiste pour une banque centrale à acheter des titres financiers sur les marchés et à créer en contrepartie de la « monnaie centrale », c'est-à-dire à alimenter les réserves monétaires des banques commerciales.

Mais cet afflux de liquidités n'a pas eu d'effet miraculeux. Le crédit pour la production est resté atone, car il ne suffit pas d'imprimer du papier monnaie pour sortir de la crise de rentabilité du capital. Ces liquidités sont donc restées dans la sphère financière et ont provoqué une forte

inflation financière. Finance et économie réelle sont néanmoins connectées : les titres financiers représentent des droits de tirage sur la production future, et c'est pourquoi les bulles financières finissent toujours par éclater.

Une première bulle a ainsi éclaté à la fin des années 1990, une seconde en 2007, et une troisième ne demande qu'à connaître le même destin. Aujourd'hui, la stagnation des profits aux Etats-Unis et la crise du pétrole de schiste indiquent que l'échéance pourrait être proche. Depuis octobre 2014, les marchés financiers sont très volatils et nerveux, comme ils le sont en général avant un krach.



Taux mondial de profit (moyenne simple). Source : files.wordpress.com/2014/12/world-rate-of-pr

VERS UNE CRISE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DU PÉTROLE DE SCHISTE

La baisse du prix du pétrole est souvent perçue unilatéralement comme une « bonne nouvelle ». Pourtant, elle constitue aussi une menace pour l'économie US. L'industrie du pétrole du schiste, dont le développement est spectaculaire depuis quelques années, n'est plus rentable aux prix actuels. La réduction du nombre des installations de forage s'accélère et les effets sur la production se feront sentir au deuxième semestre 2015. Les faillites vont se multiplier avec des effets en cascade sur les fournisseurs. Avec la baisse de la production, les cours du pétrole vont probablement remonter à la fin de l'année, ce qui aura également un effet récessif sur l'économie.

Mais une crise financière risque de se greffer sur la crise industrielle. En effet, l'endettement net des entreprises spécialisées dans la production de pétrole de schiste est estimé à 200 milliards de dollars. Les emprunts ont été souscrits auprès de petites banques locales américaines, qui les ont rapidement titrisés⁴. Les entreprises ont aussi souscrit des

contrats d'assurances en cas de baisse des cours, qui ont eux-mêmes été titrisés. Le risque s'est donc diffusé dans l'ensemble du secteur financier, et les faillites vont transformer en « mauvaises dettes » une grande partie des emprunts titrisés dans les banques américaines.

L'IMPASSE DES POLITIQUES DE RELANCE

Les objectifs affichés des QE sont de faire baisser les taux d'intérêt, de stimuler le crédit et par là-même l'investissement, ainsi que d'augmenter les exportations en dépréciant la monnaie. A l'aune de ces ambitions, c'est un échec. L'investissement se situe à un niveau très faible, alors que les taux d'intérêt sont déjà au plus bas.

L'effet de la dépréciation de la monnaie n'est en effet pas miraculeux et peut même être contreproductif. Au Japon, la baisse du yen a eu un effet négatif sur la balance commerciale en raison de la faible élasticité-prix des exportations et du renchérissement du coût des importations. Aux Etats-Unis, le QE a eu un effet positif sur la croissance en raison de « l'effet richesse », même si la reprise est

due avant tout à la hausse du taux de profit. Mais stimuler la croissance de cette façon est lourde de risques car cela alimente les bulles financières.

Les économistes keynésiens (Roubini, Krugman, Stiglitz, etc.), rejoints par certains marxistes antilibéraux (Harribey, Durand, etc.) préconisent de compléter les QE par une politique budgétaire expansionniste, c'est-à-dire par des baisses d'impôt sur les ménages ou/et une augmentation des dépenses publiques. Si ces mesures peuvent avoir à court terme un impact positif sur l'emploi, elles ne peuvent cependant qu'aggraver la crise dans le cadre du capitalisme. En effet, les dépenses publiques (paiement des fonctionnaires ou des moyens de production utilisés dans les administrations) représentent une pon-

tion sur la plus-value et pèsent sur la rentabilité du capital.

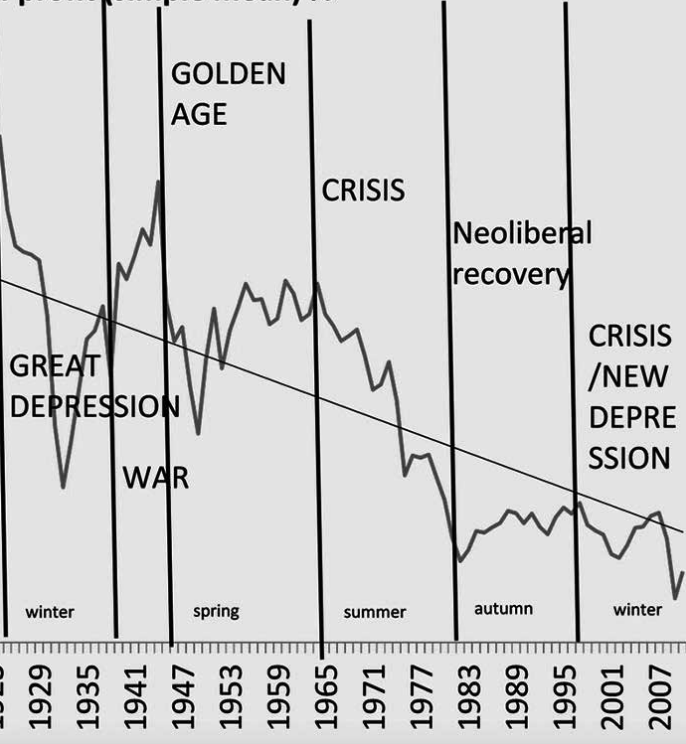
Une relance par les dépenses publiques n'est donc pas soutenable, et conduit inéluctablement à un renforcement des politiques d'austérité, comme l'a bien montré l'expérience « keynésienne » de 1981-1982 en France. En temps de crise, il n'y a pas de troisième voie entre l'austérité et la rupture avec le capitalisme. Les gouvernements bourgeois se trouvent ainsi placés dans l'obligation de poursuivre les politiques d'austérité.

VERS UN NOUVEL ÉPISODE DE CRISE À L'INTÉRIEUR D'UNE PHASE DÉPRESSIVE

A l'intérieur des phases dépressives, les récessions sont en général rapprochées et marquées, et plusieurs épisodes de crise sont nécessaires pour purger le capital excédentaire et faire repartir l'accumulation. La récession de 1980-1981 est survenue après celle de 1974 ; et la crise de 1937 aux États-Unis a succédé à celle de 1929-1932. Après la crise de 2008-2009, les signaux se multiplient pour indiquer qu'une nouvelle crise pourrait se profiler à relativement court terme, vers la fin 2015 ou en 2016. Il faut donc s'attendre à une amplification des attaques contre notre classe et à un accroissement des tensions internationales.

Face à cela, notre tâche est d'organiser des luttes de résistance qui soient à la hauteur des attaques des bourgeoisies et de porter le seul projet alternatif viable à l'accroissement de l'austérité, la rupture révolutionnaire avec le capitalisme, l'appropriation et la transformation des moyens de production par les travailleurs auto-organisés. □

Taux de profit (simple mean) %



Source Estéban Maito, <https://thenextrecession.com/profit.png>

¹ Cf. "Debt (Not Much) Deleveraging", février 2015, <https://thenextrecession.files.wordpress.com/2015/02/mckinsey-debt-not-much-deleveraging-040215.pdf>

² Programme de rachat massif de dettes publiques et privées, dont la finalité est de pousser les banques à prêter aux entreprises et aux consommateurs. La Banque centrale européenne s'est déclarée prête à déboursier à ce titre jusqu'à 1140 milliards d'euros d'ici à septembre 2016, ce qui représenterait plus de 10 % de l'ensemble de la masse monétaire actuellement en circulation dans la zone euro.

³ Voir, dans ces pages, le graphique de l'évolution sur une longue période du taux de profit « mondial », issu d'un travail (encore exploratoire et fragile) de l'économiste marxiste Estéban Maito. Il montre, dans le cadre d'une succession de variations cycliques à la hausse et à la baisse, une tendance séculaire à la baisse du taux de profit.

⁴ Titrisation : transformation des créances en titres financiers vendus sur le marché des capitaux.

Europe : inventaire avant crise

PAR HENRI WILNO

La Commission européenne vient de publier de nouvelles prévisions pour 2015 : le PIB croîtrait de 1,3 % en 2015. La croissance s'affermi, ont immédiatement assuré commentateurs économiques et dirigeants politiques. En fait, pour l'essentiel, c'est la stagnation qui continue tandis que s'accroissent les disparités entre Etats membres de la zone euro.

Après la sortie de la grande récession de 2009 et depuis 2010-2011, la croissance européenne a un profil de tôle ondulée et en moyenne une tendance très faible qui ne permet pas d'effacer les séquelles de la crise en termes de baisse du niveau de vie et de chômage. Au gré des fluctuations, prévaut un discours soit optimiste, soit pessimiste. Les tendances au fort ralentissement des prix (les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en 2014 dans la zone euro) ont à un moment suscité moult commentaires sur le risque d'une spirale déflationniste ; aujourd'hui, le discours officiel est reparti sur le redémarrage, voire la sortie de crise. Il ne fait pas de doute que le recul de l'euro par rapport au dollar et la baisse des prix du pétrole soutiennent la conjoncture européenne et expliquent la légère accélération de la croissance européenne.

En 2014, la zone euro a connu une croissance de 0,9 % (après un recul de 0,4 % en 2013) et l'Union européenne dans son ensemble a vu son PIB progresser de 1,4 % entre le quatrième trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2013. Il s'agit là de données moyennes. Les taux de croissance sont en général plus élevés dans les pays hors zone euro (comme la Pologne et le Royaume-Uni). Au sein de la zone euro elle-même, parmi les pays les plus importants, l'Allemagne avec +1,6 % et l'Espagne avec +2 % contrastent avec l'Italie toujours en récession (-3%) et la France qui stagne à +0,2 % (+0,4% en moyenne annuelle pour 2014 par rapport à 2013). La Grèce affiche pour sa part +1,7 %. Dans son ensemble, la situation européenne contraste avec le dynamisme relatif des Etats-Unis (+2,5 %).

DES SITUATIONS DIFFÉRENCIÉES

Cette situation donne matière à toute sorte de commentaires. Les tenants des politiques néolibérales en tirent argument pour dire que l'austérité, ça marche : la preuve par l'Espagne et la Grèce. Les keynésiens mettent en avant le caractère extrêmement limitée de cette « reprise » et en attribuent la responsabilité à des politiques

économiques prétendument irrationnelles. Cette controverse masque ce qui est train de se jouer en Europe : une casse globale du modèle social et une recomposition différenciée du tissu économique qui passe par des destructions d'activités, comme en témoigne, par exemple, les évolutions de la production industrielle : si celle de l'Allemagne a retrouvé son niveau du début 2008, la France est 15 % en-dessous et l'Italie et l'Espagne environ 25 %. L'« assainissement » des capacités productives excédentaires est nécessaire au capital pour retrouver sa rentabilité, mais la façon dont il se réalise n'est pas neutre.

Si sortie de crise il y a, il y aura des gagnants et des perdants parmi les différents Etats membres. Le capitalisme allemand semble bien être parmi les gagnants, ce dont témoigne un excédent commercial record (amplifié par une faible demande intérieure). Pour ce qui est de la France, la santé améliorée des grands groupes, y compris de Renault et PSA, renvoie pour une large part à leur internationalisation. A travers la crise, le caractère inégalitaire de la zone euro se renforce : une zone de libre-échange monétairement unifiée tend spontanément à accroître les disparités entre ses composantes s'il n'existe pas de mécanismes compensatoires suffisants, et ce d'autant plus que la croissance est faible.

LES POPULATIONS PAYENT LA CRISE

En tout cas, l'impact de la crise sur les populations est loin d'être effacé. Le PIB par habitant (la production d'une année divisée par le nombre d'habitant, indicateur du niveau de vie moyen) est en France et en Grande-Bretagne inférieur de 2 % à son niveau du début 2008. La baisse est de 12 % en Italie et de 25 % en Grèce. L'Allemagne tire son épingle du jeu avec une progression de 3,5 % grâce à une croissance plus soutenue que la France, mais aussi du fait de la baisse de sa population (entre fin 2007 et fin 2014, la France a gagné 2,2 millions d'habitants pendant que la population allemande reculait de 1,1 million). Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de moyennes et

que les disparités sociales ont en général tendu à s'accroître durant la crise. En 2013, un quart de la population de l'Union européenne était, d'après les statistiques officielles de l'UE, dans une situation de risque de pauvreté et d'exclusion sociale. De même, la morsure du chômage n'est pas prête de s'atténuer réellement : fin 2014, le taux de chômage de la zone euro, bien que légèrement en baisse, atteignait 11,4 % (contre moins de 9 % avant la crise), avec



Merkel et Hollande (ici avec Alexis Tsipras) d'accord pour perpétuer l'austérité en Europe. DR.

une part importante du chômage de longue durée.

Les politiques d'austérité pèsent sur les systèmes de santé et d'éducation, tandis que les pressions à la flexibilisation du marché du travail sont générales. Celle-ci prend des formes diverses : CDD, intérim, contrats zéro heure (qui impliquent une disponibilité totale du salarié par rapport à la demande de l'entreprise), développement du statut d'indépendant, détachement transnational. Ces « formes particulières d'emploi » (pour reprendre la terminologie offi-

cielle) touchent plus particulièrement les jeunes, dont le taux de chômage s'est établi en décembre 2014 à 23 % dans la zone euro, avec des pointes en Espagne, en Grèce (51 % dans chacun de ces pays) et en Italie (42 %).

DES PERSPECTIVES INCERTAINES

Les perspectives économiques de l'Union européenne restent maussades et incertaines. Le risque d'une crise bancaire n'est pas à écarter et, malgré l'union bancaire et les divers fonds créés depuis 2010, il n'est pas certain que l'UE serait en mesure d'y faire face.

C'est la raison fondamentale de sa raideur face au gouvernement de Syriza. Les dirigeants européens sont actuellement unifiés sur une politique et ne veulent pas en changer malgré les tiraillements entre « durs » (menés par l'Allemagne) et « mous » (France, Italie...). Certes, dans ce cadre, il y a eu quelques ajustements : une interprétation plus souple des dispositions



sur les déficits budgétaires et la décision de la BCE de faire pleuvoir une masse de liquidités à travers un programme de plus de 1000 milliards d'euros de rachat de titres publics.

Ces ajustements à la marge portent sur le volet « austérité » de la politique européenne : ils sont parfaitement acceptables par les marchés financiers qui croulent sous les liquidités et acceptent d'acquiescer les titres des dettes allemande et française à des taux voisins de zéro. A été également annoncé, à l'automne 2014, un programme

européen d'investissement de 315 milliards d'euros, qui pour l'instant n'existe que sur le papier et est supposé s'amorcer avec une mise de fonds de départ, dérisoire à l'échelle de l'Union européenne, de 21 milliards d'euros. Mais il n'est pas question de relâcher l'offensive sur le « modèle social » et le droit du travail (les « réformes de structure » dans le jargon européen). L'instauration progressive en Allemagne d'un salaire minimum national (avec de nombreuses possibilités de dérogations) est sans doute le seul exemple en sens contraire (il améliorera la situation des quelque 1,4 million de salariés payés moins de cinq euros de l'heure).

LE RÉVÉLATEUR GREC

La Grèce ne doit donc pas faire école. Dans son programme de 2013, Syriza avançait des mesures radicales qui, au moins pour la gauche de ce parti, s'inscrivaient dans un processus de rupture avec le capitalisme. Ces mesures sont désormais écartées par la direction Tsipras. A été avancé pendant la campagne électorale un programme de type keynésien de gauche qui vise à desserrer l'étau de la misère de larges secteurs de la population grecque et à relancer l'économie.

Même atténuées et destinées à être mises en œuvre progressivement, les annonces du gouvernement Tsipras se sont heurtées à l'hostilité des dirigeants européens (Commission, BCE et Etats). Deux hypothèses de Tsipras se sont effondrées en moins d'un mois. La première était qu'il pourrait bénéficier d'une forme de neutralité de l'Union européenne et de la BCE, qui lui donneraient du temps pour négocier : la BCE, par ses décisions du 5 février dernier mettant en péril les banques grecques, a montré qu'aucune bienveillance ne serait accordée. La seconde hypothèse de Tsipras était qu'il pourrait jouer les « bons » (la France et l'Italie) contre le « méchant » (l'Allemagne) : Hollande et Renzi ont démontré leur soumission totale à la logique dominante dans l'UE. Soumis à ces pressions, le gouvernement grec a décidé, le 20 février, d'accepter un accord qui signifie une renonciation aux objectifs essentiels sur lesquels Syriza a été élu. Le document sur les réformes transmis à Bruxelles et approuvé par l'Eurogroupe le 24 février confirme ce tournant.

En fait, à aucun moment, Tsipras n'a envisagé des mesures de sauvegarde à prendre en cas d'échec des négociations avec l'UE (contrôle des mouvements de capitaux et des banques, moratoire sur la dette). Il s'est mis ainsi en position de faiblesse. En analyser les raisons excéderait le cadre de cet ar-

ticle¹. Il ne faut cependant pas croire que la question grecque est réglée. De nouvelles négociations vont s'engager avec des rebondissements toujours possibles.

La question grecque est une leçon de choses sur la construction européenne. Elle en dévoile la réalité présente. Prétendre changer les choses en respectant le cadre actuel de l'Union européenne est une illusion, comme le confirme d'ailleurs à sa façon Jean-Claude Juncker, déclarant qu'« il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés ».

L'Union européenne tend à se réduire à un corset de règles derrière lesquelles se réfugient les gouvernants pour prendre des mesures impopulaires. De temps en temps sont annoncés des initiatives supposées marquer un nouveau départ (comme l'union bancaire, le plan d'investissement, le programme de rachat de titres par la BCE) mais elles font pschitt ou, si elles entrent en application, aucun effet positif n'est perceptible.

Pendant ce temps s'accroissent les disparités entre les Etats membres. Asymétrie entre pays, obligation de se conformer aux prescriptions, il en résulte, comme le souligne un auteur², que « les citoyens perçoivent de plus en plus leurs gouvernements nationaux, non pas comme leurs agents, mais comme ceux d'autres États ou organisations internationales, telles que le FMI ou l'Union européenne, qui sont incommensurablement plus isolés des pressions électorales, que l'État-nation traditionnel ». Car, comme le note le même auteur, « marchés et organisations internationales veulent que non seulement les gouvernements mais aussi les citoyens s'engagent de façon crédible dans la consolidation budgétaire. Les partis politiques qui s'opposent à l'austérité doivent être clairement battus aux élections et gouvernements comme oppositions doivent être également soumis à la finance... » C'est ce TINA (d'une expression qu'affectionnait Margaret Thatcher : « There Is No Alternative », il n'y a pas d'alternative) européen que met potentiellement en question la Grèce. Que cela vienne d'en bas (le refus des peuples) ou d'en haut (à travers une crise bancaire ou financière), le futur de l'Union européenne sera à terme agité. □

¹ Stathis Kouvelakis note à juste titre : « Il y a un véritable blocage qui ne relève pas uniquement du psychologique, mais bien de la stratégie politique ». « Négociations UE/Grèce : continuer dans cette voie ne peut conduire qu'à l'échec de Syriza », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34409>

² Wolfgang Streeck, « The Crisis in Context. Democratic Capitalism and Its Contradictions », MPFG Discussion Paper n° 11/15, Max Planck Institute for the Study of Societies, Cologne, octobre 2011.

La Russie : un colosse aux pieds d'argile

PAR GASTON LEFRANC

Le rétablissement du capitalisme a produit un effondrement de l'économie russe dans les années 1990, le PIB chutant de plus de 40 %. Les conséquences sociales ont été catastrophiques. Les fermetures d'entreprises non adaptées à la concurrence capitaliste mondiale se sont multipliées. L'économie a été pillée par les oligarques. Depuis, la situation de la Russie s'est redressée... avant que de nouveaux problèmes ne surgissent.

UNE ÉCONOMIE FRAGILE ET DÉSÉQUILBRÉE

Depuis le milieu de l'année 2014, la Russie est frappée de plein fouet par la chute du prix du pétrole et par les sanctions occidentales. Les revenus du pétrole et du gaz représentent environ la moitié des recettes du budget de l'Etat. Le prix du baril est passé de 100 dollars en juin 2014 à 50 dollars aujourd'hui. Les fuites de capitaux se sont amplifiées, sans que le gouvernement établisse un contrôle des changes. Poutine utilise les réserves de change accumulées pour vendre des dollars et acheter du rouble, mais cela n'a pas empêché la dépréciation du rouble. Il cherche aussi à faire revenir les capitaux en promettant l'impunité aux oligarques. Mais Poutine a dû se résoudre à augmenter fortement les taux d'intérêt pour limi-

peine positive en 2014 (+ 0,6 %) et les autorités prévoient une baisse du PIB d'environ 3 % en 2015, une chute des investissements de 13 % et la poursuite de la fuite des capitaux. La crise actuelle montre que l'économie russe est fragile, foncièrement déséquilibrée et dépendante des cours mondiaux de l'énergie.

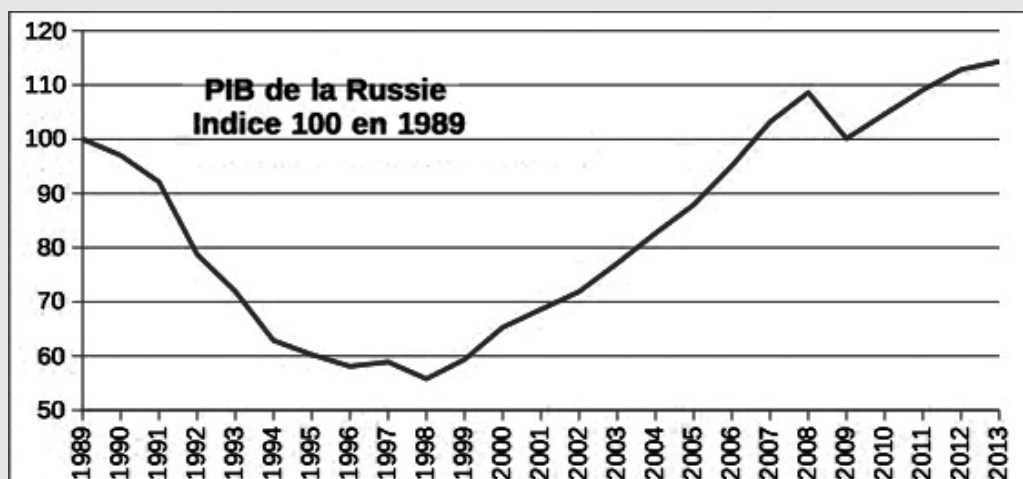
Pour compenser la chute de la rente pétrolière et financer son plan de soutien au secteur bancaire (13 milliards d'euros), Poutine va couper dans les dépenses sociales, car il n'est pas question pour lui de renoncer à l'inflation des dépenses militaires. Celles-ci représenteront 23 % du budget 2015 (contre 19 % en 2014). La montée des tensions avec les impérialismes occidentaux permet à Poutine d'entretenir un climat d'union sacrée lui

Après la crise de 1998 et l'accession au pouvoir de Poutine, l'émergence d'un « capitalisme d'Etat » a mis fin à l'ultralibéralisme et au pillage généralisé de l'économie. Poutine a accru l'intervention de l'Etat dans l'économie : une intervention directe dans la possession du capital et un contrôle plus étroit des activités des oligarques. Disposant d'un secteur de haute technologie et d'une main d'œuvre qualifiée, il s'est inspiré du modèle chinois pour faire repartir l'accumulation du capital. La Russie est redevenue une puissance régionale qui s'assume comme telle et cherche à renforcer son emprise sur sa périphérie. L'Union économique eurasiatique, qui a vu le jour officiellement en 2014, en est la manifestation la plus éclatante.

Poutine est bien décidé à défendre son pré-carré et à s'opposer aux visées expansionnistes de l'impérialisme occidental.

Grâce à une conjoncture favorable pour les prix de l'énergie dans les années 2000, les excédents commerciaux ont permis l'accumulation de réserves de change destinées à faire face à d'éventuelles attaques spéculatives. La croissance est alors fortement repartie, les surplus de la rente pétrolière permettant de financer des dépenses sociales (santé, éducation) et des investissements dans le secteur industriel.

La lutte contre l'inflation a conduit à maintenir des taux d'intérêt élevés, ce qui a incité les grandes entreprises et les banques à s'endetter sur les marchés internationaux (en dollars). Mais avec la crise financière de 2008, le rouble s'est déprécié et le problème de l'endettement a éclaté au grand jour. L'Etat est alors intervenu pour sauver les mastodontes.



ter l'inflation et l'effondrement du rouble qui fait flamber le prix des importations. Cela va avoir un impact négatif sur la croissance, amplifié par les sanctions occidentales dans le domaine des coopérations industrielles ou des transactions financières. Par conséquent, les entreprises russes ont de plus en plus de difficultés à emprunter sur les marchés internationaux. La croissance a été à

permettant d'appeler chacun à se serrer la ceinture pour l'intérêt supérieur de la patrie. A une vieille dame qui se plaignait de ne plus avoir assez d'argent pour acheter du sucre, un député répondait récemment : « Si vous n'avez pas assez d'argent, vous devez vous souvenir que nous sommes russes, nous avons survécu à la faim et au froid, nous devons penser à notre santé et manger moins... » □

La résistible chute du prix du pétrole

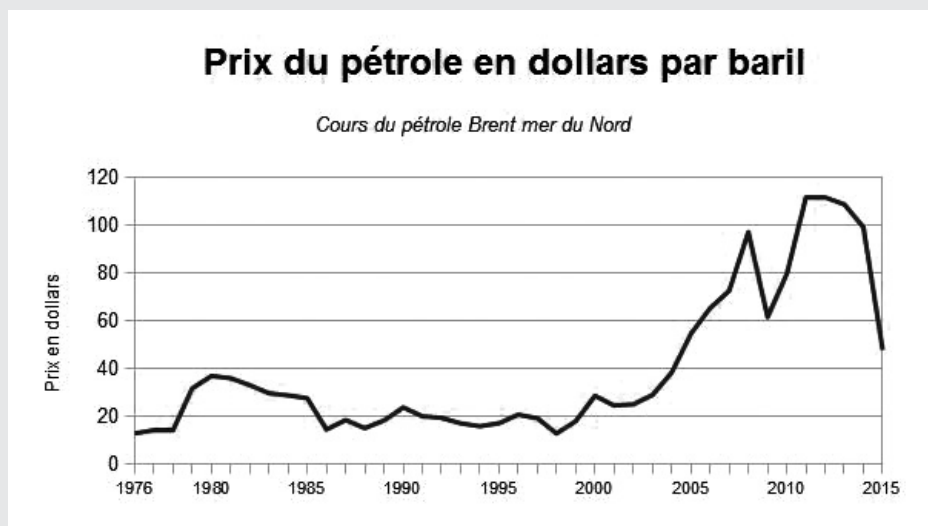
PAR JEAN-CLAUDE VESSILLIER

Le prix du pétrole sur le marché mondial est passé de 115 dollars le baril en juin 2014 à 46 dollars en janvier 2015. Cette évolution s'inscrit dans le contexte de la crise qui frappe la mondialisation capitaliste et l'exploitation des ressources non renouvelables. Si elle donne un ballon d'oxygène aux économies des pays importateurs, elle ne modifie pas les coordonnées de la crise économique.

Le pétrole, première source d'énergie primaire dans le monde devant le charbon, est à la base d'une économie de la rente. Les caractéristiques de la rente foncière analysée par Marx s'appliquent à l'industrie pétrolière d'au-

la force militaire qui garantit sans médiation le droit à la propriété et le privilège de bénéficier de cette rente. C'est pourquoi il y a eu depuis un siècle tant de guerres pour le contrôle des matières premières et du pétrole en particulier,

exclusif des compagnies occidentales, qui formaient un cartel fixant prix et quotas. Au cours des années 1970, l'OPEP, Organisation des pays exportateurs de pétrole, s'est constituée en cartel de pays producteurs et a instauré un système de quotas de production visant à déterminer le niveau des prix mondiaux. Les compagnies pétrolières ont alors été largement dessaisies de leur ancien pouvoir de décider des volumes de production et des prix, mais elles se sont adaptées en contrôlant le raffinage et en achetant des concessions d'exploration et d'exploitation pérennisant leur rôle de prédateur. C'est parce que l'exploitation du pétrole est fondée sur une économie de la rente que les quotas de production continuent de piloter les cours du pétrole. Si la production augmente plus vite que la consommation, les prix ont tendance à baisser ; en revanche, la rareté relative conduit à l'augmentation des prix. Mais dans une économie financiarisée, les fluctuations des prix sont amplifiées par la spéculation : les contrats pétroliers sont transformés en supports d'opérations financières dans lesquelles banques et sociétés de courtage jouent un rôle moteur. Le pétrole est toujours un « or noir », support aujourd'hui d'une spéculation exacerbée.



jourd'hui. Parce que les ressources en terres cultivables ou en pétrole sont finies, les possesseurs de ces ressources naturelles sont en position de force : « ils peuvent prélever un surprofit en vendant leurs produits à la valeur déterminée par leur production sur les plus mauvaises terres (ou par leur extraction dans les mines les moins productives), autrement dit les soustraire à la péréquation générale du taux de profit - et pérenniser ce surprofit sous forme de rente. »¹

UNE ÉCONOMIE DE LA RENTE

Le contrôle et la propriété des gisements de pétrole ne sont pas le résultat d'un processus classique d'accumulation capitaliste au travers de la concurrence entre firmes et de l'exploitation de la force de travail. La présence de gisements de pétrole dans une entité étatique est la conséquence de délimitations de frontières plus ou moins récentes et c'est

avec leur intensification ces dix dernières années au Moyen-Orient. On fait des guerres pour un gisement de pétrole, pas pour conquérir une usine automobile !

Les conditions d'extraction du pétrole sont de plus en plus différenciées dans le monde selon la nature physique des gisements. Le coût d'extraction d'un baril de pétrole est de 10 dollars en Arabie Saoudite alors qu'il est de l'ordre de 50 dollars au Venezuela où du « pétrole lourd » est extrait. Du fait de la nature de ses gisements de pétrole, la prime à un pays comme l'Arabie Saoudite est considérable.²

Sur la base de cette économie de la rente, une industrie pétrolière capitaliste s'est développée pour découvrir, forer, exploiter, transporter et raffiner le pétrole. Jusque dans les années 1970, la production et la distribution de pétrole étaient dans le monde capitaliste et ses dépendances coloniales sous le contrôle

LE BOOM DU PÉTROLE DE SCHISTE

La consommation mondiale de pétrole est globalement stable depuis la crise de 2008. La tendance à une légère baisse de la consommation des pays développés de l'OCDE est compensée par la croissance des pays émergents, en premier lieu la Chine. L'économie chinoise apparaît cependant moins « gourmande » en pétrole, avec une augmentation de sa consommation de « seulement » 4,7% en 2014, contre 8,5% en moyenne depuis dix ans.



La production de pétrole « conventionnel », c'est-à-dire celui extrait par forage, est elle aussi globalement stable et cela depuis 2006, avant l'irruption de la crise. Sans pronostiquer qu'il s'agisse du « pic de production » de pétrole annoncé par certains, l'observation est bien celle d'un plateau du niveau de production mondial depuis neuf ans.

Production de pétrole exprimée en millions de tonnes et variation en %³

| | 2006 | 2010 | 2013 | VARIATION 2013/2006 |
|------------------------|------|------|------|---------------------|
| ÉTATS-UNIS | 305 | 333 | 446 | 46% |
| MOYEN-ORIENT | 1236 | 1217 | 1329 | 7,5% |
| MONDE | 3969 | 3979 | 4130 | 4% |
| MONDE MOINS ÉTATS-UNIS | 3664 | 3646 | 3684 | 0,5% |

Le principal élément nouveau de ces dernières années est celui du boom du pétrole et du gaz de schiste aux Etats-Unis, en fait dans deux de ses Etats, le Dakota du Nord et le Texas. La production d'hydrocarbures non conventionnels y est passée de 500 000 barils par jour en 2009 à 4 millions à la fin de l'année 2014, près de la moitié de la production totale de pétrole aux Etats-Unis. Ce boom est très fragile car la durée d'exploitation d'un gisement de pétrole de schiste est d'environ cinq ans alors qu'un gisement conventionnel peut produire pendant 25 ans. Il faut donc en permanence de nouveaux investissements et forages « fracturant » la roche-mère pour garantir ne serait-ce que le maintien d'un même niveau de production. L'exploitation des gaz et pétroles de schiste a rencontré l'appât du gain rapide des entreprises qui s'y sont ruées, avec en prime le saccage écologique de régions entières. Mais grâce à cette exploitation, les Etats-Unis sont redevvenus en 2014 le premier producteur mondial de pétrole.

C'est la tendance à accumuler de plus en plus qui est à l'origine de cette course à plus d'extraction de ressources non renouvelables, aujourd'hui le pétrole de schiste, demain, s'ils peuvent continuer,

le pétrole dans les grands fonds marins.

LES CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DES COURS

Dans un système où les quotas de production servent à réguler les prix, le déséquilibre entre offre et demande constaté au premier semestre 2014 aurait pu trouver une solution dans la réduction des volumes de production, la rareté conjoncturelle ainsi créée faisant augmenter les prix. Comme le prouve les brusques variations du prix du pétrole depuis les années 1980, il n'y a plus aujourd'hui d'autorité incontestée fixant quotas de production et partage des marchés. C'est l'une des manifestations d'une économie

mondiale en crise et incontrôlée. Sur la base de fondements objectifs tenant aux caractéristiques de la rente pétrolière, se déploie aujourd'hui une bataille pour trouver ou conserver des positions de contrôle du secteur mobilisant tous les moyens qui peuvent construire un rapport de forces.

La baisse du prix du pétrole bouscule les possibilités de rentabilité et de surprofit pour tous les pays producteurs et les compagnies qui ont investi sur la base d'espérance de prix supérieures. La rentabilité du pétrole de schiste, dont le coût d'extraction est aujourd'hui aux environs de 60 dollars par baril, est remise en cause. Ce sont les pays à plus bas coût d'extraction qui vont récupérer un avantage sur les autres. C'est pourquoi l'Arabie saoudite est souvent désignée comme le bénéficiaire de cette baisse des cours. Pour d'autres, cela crée les conditions de nouvelles crises de la dette. Un pays comme

le Venezuela va devoir faire des coupes dans ses budgets sociaux largement financés par la rente pétrolière.

Les grandes compagnies pétrolières coupent dans leurs investissements pour garantir le profit et les dividendes d'aujourd'hui. Ainsi Total, tout en annonçant un bénéfice pour 2014 de 11,3 milliards d'euros, a décidé d'une baisse de 10 % de ses investissements, incluant un moins 30 % pour les campagnes d'exploration, et d'une réduction d'effectif de 2000 salariés.

En Europe Occidentale, dans les pays important tout leur pétrole, les entreprises, notamment dans secteur de la chimie, vont être avantagées par cette baisse.

Les conséquences sont très limitées pour les consommateurs en France. Entre la baisse de 50 % des cours mondiaux et le prix d'achat réellement constaté à la pompe ou chez le fournisseur de fuel domestique, les opérations se succèdent : transport, dépréciation de l'euro par rapport au dollar, raffinage, marge des compagnies pétrolières, distribution, taxes anciennes et nouvelles. Le prix du litre de diesel n'a baissé que de 10 % entre juillet 2014 et février 2015. Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 n'ont pas été la cause de la fin de la période d'expansion ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale. La baisse brutale des cours du pétrole enregistrée depuis juin 2014 ne va pas de façon symétrique donner le signal d'une véritable reprise économique, même si elle offre un ballon d'oxygène, notamment à des économies européennes anémiques. Les fondamentaux de la crise ne sont pas modifiés. □

1 Daniel Tanuro, « Energie de flux ou énergies de stock ? – Un cheval de Troie dans l'écologie de Marx », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8382>

2. Cf. Gilbert Achcar, « Le Peuple veut – Une exploration radicale du soulèvement arabe », Sindbad Actes Sud, 2013.

3. Données de l'Agence internationale pour l'énergie.



Exploration de pétrole de schiste sur l'île d'Anticosti, au Québec. DR.

La crise capitaliste et l'impact de la « révolution numérique »

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Il y a parmi les marxistes révolutionnaires des différences d'interprétation quant aux ressorts fondamentaux de la crise économique qui perdure depuis 2008, mais dans un cadre d'analyse et sur la base de constats qui sont communs. Ainsi, l'existence d'une suraccumulation de capitaux et celle d'une crise de réalisation de la plus-value ne font guère débat. Mais quel est l'impact des transformations technologiques en cours, et celles-ci ont-elles une autonomie relative au regard des causes profondes des crises capitalistes identifiées de longue date par le marxisme ?

Le monde connaît depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle une troisième révolution industrielle, marquée par les développements de l'informatique et de la robotique. Par rapport aux deux grandes vagues qui l'avaient précédée (initiées respectivement par l'invention de la machine à vapeur, puis par la découverte de l'électricité couplée à l'utilisation du pétrole et du gaz), les perspectives de la révolution numérique en cours semblent aussi infinies qu'imprévisibles. Selon les auteurs américains et chercheurs du MIT, Erik Brynjolfsen et Andrew McAfee, les réalisations des nouvelles technologies numériques (les « NTIC ») ne se situent encore qu'au tout début d'une progression qui est et restera exponentielle¹.

Une nouvelle phase de la numérisation de l'économie s'est engagée au début du 21^{ème} siècle. Les avancées de l'intelligence artificielle (*machine intelligence*) accélèrent ainsi l'utilisation industrielle de robots qui se substituent aux travailleurs, tout en ouvrant la voie à des produits tels que les véhicules automobiles sans chauffeur. Mais à la différence de l'étape précédente, les emplois industriels ne sont plus les seuls à être touchés. Jusqu'à présent, leur réduction avait été partiellement compensée par un développement dans les services. C'est cette situation qui est en train de changer, notamment du fait des développements du *big data* (mégadonnées) et sur cette base de l'informatique décisionnelle.

DES EFFETS DÉVASTATEURS SUR L'EMPLOI

Dans un rapport d'octobre 2014, le cabinet de conseil Roland Berger estime que les conséquences sur la structure de l'économie et des emplois en France vont être considérables². Selon lui, au cours des prochaines années, « 42 % des métiers pré-

sentent une probabilité d'automatisation forte du fait de la numérisation de l'économie. Pour la première fois, les métiers automatisables ne sont pas uniquement les métiers manuels. Des tâches intellectuelles de plus en plus nombreuses sont prises en charge par les outils numériques. »

Au total, « trois millions d'emplois pourraient être détruits » dans les vingt années à venir. Le cabinet note qu'« une telle évolution déstabiliserait en profondeur les classes moyennes françaises, car de nombreux emplois de services seraient touchés. »³ Parmi eux, ceux des banques et des assurances, mais aussi de la santé et de l'enseignement (les diagnostics et prescriptions médicales, tout comme les cours, ayant vocation à être de plus en plus informatisés).

La très libérale revue *The Economist* a consacré récemment l'un de ses dossiers mensuels aux conséquences de ce nouvel envol de la troisième révolution industrielle⁴. Le moins que l'on puisse dire est que ses auteurs se montrent préoccupés. Ils signalent que les révolutions industrielles précédentes ont certes détruit des emplois, mais qu'il s'agissait de « destructions créatrices » : de nouveaux emplois dans de nouvelles branches productives remplaçaient ceux devenus obsolètes, tout en les dépassant le plus souvent en nombre et en qualité. Mais aujourd'hui, ce qui semblait une « loi » du progrès technique ne fonctionne plus.

Aux éleveurs de chevaux et fabricants de coches, aux cochers et palefreniers avaient succédé les millions d'ouvriers employés dans la production en chaîne d'automobiles ainsi que dans leur entretien et réparation. De même, l'électrification des chemins de fer avait pu faire disparaître le « chauffeur » chargé de gérer le feu et l'eau pour la production de la vapeur, mais grâce à l'électrification, le réseau et avec lui les

emplois s'étaient considérablement développés. Or ce n'est plus le cas à l'époque de la révolution numérique. Les emplois détruits ne sont pas remplacés quantitativement, et encore moins qualitativement.

Les transformations technologiques en cours entraînent en effet la disparition croissante d'emplois « moyennement » qualifiés, au profit de deux pôles : d'un côté, une minorité réduite de décideurs et de techniciens hautement qualifiés – et très bien payés – ; de l'autre, une masse d'employés de plus en plus déqualifiés.

Les emplois peu qualifiés et mal payés se développent dans le secteur industriel comme dans « l'industrie des services ». Le salaire moyen d'un employé de la multinationale états-unienne Walmart, premier distributeur et employeur au monde, est ainsi de 8,81 dollar de l'heure, inférieur d'un tiers au niveau de pauvreté officiellement défini aux USA⁵. Mais ce même processus se reflète aussi dans le développement des « services à la personne », ainsi que de « l'auto-entrepreneuriat » à travers lequel d'anciens salariés poursuivent les mêmes activités mais dans la précarité, avec une situation de dépendance accrue et des droits sociaux (maladie, retraite) inférieurs qu'ils doivent financer eux-mêmes. La tendance pour toute une fraction du salariat semble bien être un retour à des conditions d'emploi du 19^{ème} siècle.

The Economist s'inquiète des conséquences économiques de ces différenciations sociales croissantes qui minent la « classe moyenne » et par conséquent son pouvoir d'achat, mais aussi de ses effets politiques, potentiellement déstabilisateurs : « tout cela met sérieusement à l'épreuve les gouvernements, assaillis de nouvelles demandes d'intervention, de régulation et de soutien. S'ils trouvent les bonnes réponses, ils seront en mesure de canaliser les changements technologiques dans une voie qui bénéficiera globalement à la société. S'ils y échouent, ils pourraient se trouver exposés, à la fois, à la colère de travailleurs sous-employés et au ressentiment de contribuables riches. »

Certes, la revue de référence de la City de Londres évite soigneusement de relever que l'envol de ces nouvelles technologies a été concomitant à la contre-offensive néoli-





bérale de Reagan-Thatcher et aux reculs profonds qu'ils ont imposés au mouvement ouvrier – tant il est vrai qu'aucune technologie n'implique par elle-même une précarisation des emplois...

UN SÉRIEUX PROBLÈME DE PRODUCTIVITÉ

Il n'empêche : plus grave encore du point de vue du système, la révolution numérique n'a pas conduit, jusqu'à présent, à un accroissement global (non dans telle ou telle branche considérée séparément) de la productivité. Toujours selon *The Economist*, les gains de productivité de l'économie états-unienne ont été en moyenne de 2,7 % par an entre 1939 et 2000, contre 1,5 % entre 1891 et 1939, mais ils n'ont plus été que de 0,9 % entre 2000 et 2013. Dans l'industrie, ce taux annuel se serait même réduit à 0,5 % depuis les années 1980.

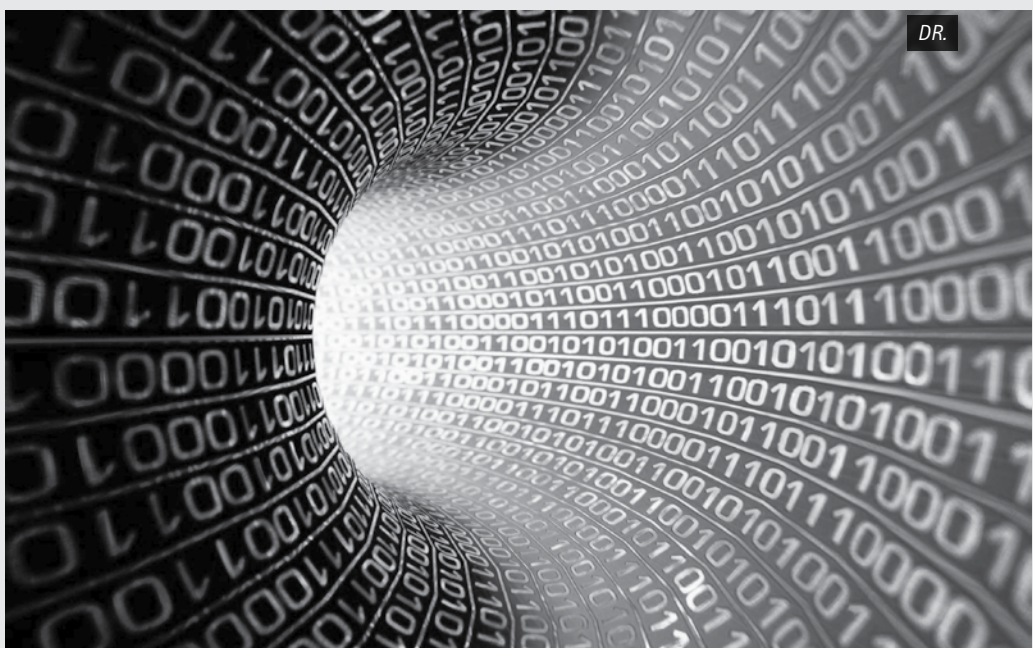
Les opinions divergent quant à la portée de ces chiffres. Pour certains (comme Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, déjà cités), ce phénomène est réel mais n'aurait rien d'alarmant à long terme. Il se serait en effet déjà produit lors des deux révolutions industrielles précédentes : ce n'est qu'au bout d'une certaine période que les transformations technologiques produisent tous leurs effets en termes de gains de productivité et de croissance.

Pour d'autres, la situation actuelle présenterait en revanche des difficultés spécifiques.⁶ La séparation croissante entre un faible nombre d'emplois hautement productifs et une masse d'employés déqualifiés, peu productifs et mal payés, conséquence non prévue ni vraiment désirée de la révolution numérique, aurait pour conséquence de freiner les gains de productivité au niveau de l'ensemble de l'économie : « *le monde a plus qu'assez de force de travail. Entre 1980 et 2010, selon le McKinsey Global Institute, l'emploi total non agricole a progressé de 1,1 milliard de personnes, dont 900 millions dans les pays en développement. L'intégration à l'économie globale de vastes marchés émergents est venue y ajouter une masse de travail relativement peu qualifié, avec laquelle beaucoup de travailleurs des pays riches ont dû entrer en compétition. Cela a permis aux entreprises de maintenir des niveaux de salaires bas, ce qui a eu un contre-effet surprenant : quand la force de travail est bon marché et abondante, investir dans des technologies qui économisent du travail et augmentent la productivité semble de peu d'intérêt. En créant une surabondance de travail, les nouvelles technologies ont enfermé les économies des pays riches dans un cercle d'autolimitation de*

la croissance économique » (*The Economist*, 04/10/2014).

QUELQUES QUESTIONS

Tels sont donc les débats (en tout cas certains d'entre eux) qui animent les partisans un peu conscients et avisés, dotés de quelque capacité de projection à long terme, de « l'économie de marché ». Il peut paraître surprenant que les économistes marxistes se soient jusqu'à présent si peu penchés sur ces questions-là. D'un point de vue non économiste, on se contentera ici de formuler très empiriquement trois questions ou hypothèses.



DR.

La première a un caractère qui pourrait sembler trivial... Mais n'y a-t-il pas une différence évidente entre ce qui a été la capacité d'entraînement du chemin de fer, de l'électricité, du téléphone et de l'automobile (sans jugement de valeur sur le produit), et celle qu'ont aujourd'hui l'informatique et la robotique ? Les premiers avaient stimulé le développement de nombreux autres secteurs, plus généralement de l'économie au niveau global. Les secondes sont loin de jouer un tel rôle.

En deuxième lieu : tout cela n'a-t-il pas à voir avec les processus de la mondialisation ? Celle-ci a entraîné non seulement l'entrée et la mise en concurrence sur le marché du travail de centaines de millions de travailleurs, mais aussi l'irruption sur le marché mondial capitaliste des économies chinoise, russe et d'autres pays (des BRICS et au-delà). Le processus général de suraccumulation en a été renforcé d'autant. La mondialisation, couplée à l'émergence de nouvelles puissances économiques planétaires, ne signifie-t-elle pas que le capitalisme a atteint ses limites – mondiales – ? Ce serait un facteur supplémentaire contri-

buant à expliquer pourquoi la révolution numérique n'alimente aucune dynamique expansive.

Enfin, si la tendance à l'échelle mondiale est effectivement celle d'une dichotomie croissante entre un nombre restreint d'emplois salariés très qualifiés et une grande masse d'emplois dont la productivité est beaucoup plus faible, et cela dans une situation où, dans les entreprises, la part du capital investi (machines, technologies...) ne cesse de croître par rapport à celle du travail humain, peut-être verrions-nous simplement s'exercer une loi de base analysée de longue date par le marxisme : seul le tra-

vail humain créant de la plus-value, la baisse relative de sa valeur ne peut agir que dans le sens d'une stagnation ou diminution du taux de profit, donc d'une perpétuation du marasme général.

Dans tous les cas les évolutions en cours constituent un démenti absolu à la thèse, toujours assez répandue, selon laquelle les nouvelles technologies généreraient pour le capitalisme un nouveau départ harmonieux... □

1 « *Race Against the Machine* », Digital Frontier Press (Richmond, États-Unis), 2011.

2 Roland Berger Strategy Consultants, « Les classes moyennes face à la transformation digitale. Comment anticiper ? Comment accompagner ? »

3 Roland Berger (un cabinet d'origine allemande) comme *The Economist* emploient le terme de « classe moyenne » dans son acception anglo-saxonne (certes de plus en plus répandue y compris en France) : il s'agit en fait des travailleurs disposant d'un emploi stable et à peu près correctement rémunéré.

4 *The Economist*, dossier « *The third great wave* » (La troisième grande vague), numéro du 4 octobre 2014.

5 Rappelons que la campagne syndicale en cours aux États-Unis revendique un salaire horaire de 15 dollars, considéré comme le minimum afin de vivre un peu décemment.

6 D'autres encore, tel Robert Gordon, professeur à la Northwestern University (Chicago), considèrent que contrairement aux découvertes et innovations des révolutions industrielles précédentes, les NTIC n'ont pas d'impact majeur sur l'économie.

RÉVOLUTION RUSSE

1905, la « répétition générale »

PAR JIHANE HALSANBE

En 1905 éclatait en Russie, un pays à la structure sociale encore largement marquée par le féodalisme, la première révolution ouvrière du 20^{ème} siècle. C'est dans ce processus que le prolétariat urbain se forma à la lutte politique, une expérience indispensable qui lui permit en 1917 de faire chuter le tsarisme en quelques jours puis de s'organiser comme force sociale capable de disputer le pouvoir.

Le 7 janvier 1905, Pierre Struve¹ pouvait écrire qu'« il n'y a pas de peuple révolutionnaire en Russie ». A l'exception d'une agitation estudiantine comptant quelques exaltés, influencés par le nihilisme et le populisme, prêts à lancer des bombes contre le tsar, les masses russes pouvaient paraître immobiles depuis des siècles. Et pour-

tant... se côtoyaient. L'industrie la plus concentrée se développait sur la base d'une agriculture primitive. Et si les orthodoxes aux pratiques et croyances moyennâgeuses étaient légion, on trouvait déjà aussi des ouvriers socialistes se considérant comme des participants actifs de la politique mondiale, suivant les événements des Balkans comme les débats du Reichstag.

sans que la police – dans ses rapports – désignait parfois comme « frondeurs » et « insolents ». Sans compter le poids de la crise. Entre 1900 et 1904, 670 révoltes paysannes³ furent recensées. Dans les universités une agitation prenait forme, malgré le contrôle strict du régime qui pratiquait exclusions et filtrage sévère des étudiants. Certaines facultés étaient de vrais foyers d'agitation contre le ré-

LA STRUCTURE SOCIALE DE LA RUSSIE EN 1905

La Russie de 1905 connaissait un développement inégal et combiné, selon l'expression des révolutionnaires de l'époque². En effet, d'y côtoyaient une économie encore largement dominée par l'agriculture – bien que le servage eût été aboli en 1861, la terre conservait son caractère féodal – et une industrie de pointe, au moins aussi perfectionnée et concentrée que celle des grandes puissances occidentales de l'époque. Si l'industrie était moderne, la bourgeoisie n'en était pas moins atrophie. Sa croissance était freinée par deux facteurs : le maintien d'une structure économique semi-féodale et d'un Etat qui, sous la pression d'une Europe plus riche, absorbait une part très forte de la fortune publique, ce qui affaiblissait d'autant les classes possédantes. De plus, s'étant développée tardivement, l'industrie héritait dès le départ des traits économiques de l'impérialisme : la fusion du capital bancaire et du capital industriel. Or, en Russie, les capitaux étaient pour beaucoup étrangers. Il y avait une dépendance quasi totale de l'industrie envers les impérialismes français, belge et anglais. Dans ce pays de 150 millions d'habitants, tous les stades du développement

Affiche originale du film d'Eisenstein, « Le Cuirassé Potemkine ».



LES PRODROMES D'UNE AGITATION

Les années 1902-1903 avaient été ponctuées, en Ukraine notamment, d'émeutes agraires qui avaient ravagé des dizaines de domaines seigneuriaux. C'est que le village russe était en train de muter sous la triple pénétration de l'école, de l'imprimerie et des voies ferrées. Les socialistes-révolutionnaires qui y militaient depuis des décennies commençaient à trouver l'oreille de pay-

gime tsariste et son lot d'injustices.

Dans les villes, le prolétariat urbain, s'il avait arraché en 1897 la journée de 11h30 et le repos dominical, bien imparfaitement appliqués, était singulièrement peu organisé. Mais déjà des observateurs notaient l'habillement « à l'euro-péenne » de certains ouvriers, les éloi-

gnant des ouvriers-paysans de la précédente génération ; dans l'esprit borné du gendarme, « *le brave ouvrier bon enfant s'est mué en un type particulier d'intellectuel à demi illettré qui se croit obligé de rejeter la religion et la famille, d'ignorer la loi, de l'enfreindre ou d'en plaisanter* »⁴. Le monde ouvrier n'était plus qu'en apparence cette « *masse politiquement amorphe et dépourvue de toute conscience de classe* » que décrivait encore en décembre 1904 l'*Iskra*, organe officiel du parti social-démocrate. Mais cela, seuls les événements de 1905 le révélèrent.

L'IMPACT DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

La guerre contre le Japon se déclencha dans l'indifférence des Russes. Le tsar voulait détourner l'attention du public des problèmes intérieurs grâce à une guerre qu'il croyait facile contre ceux qu'il dénommait « *les macaques* ». Mais très vite les revers militaires, les hausses d'impôts pour financer le conflit, comme les levées d'hommes vinrent saper les bases mêmes du régime.

L'annonce répétée de revers militaires profita à l'opposition qui dénonçait l'aventurisme gouvernemental. L'Union pour la Libération organisa un peu partout des banquets destinés à définir le programme de la bourgeoisie libérale. La petite-bourgeoisie était éminemment frustrée par l'autoritarisme politique et le peu de place qui lui était faite dans la société russe. De son côté, le monde étudiant voulait aussi voir émerger une assemblée constituante. Nicolas II, incapable de lâcher du lest, mit de l'huile sur le feu en affirmant que toute manifestation portant atteinte à l'ordre et à la tranquillité publique faisait le jeu de l'ennemi et serait en conséquence « *réprimée par tous les moyens légaux à la disposition des autorités* ». La guerre avait favorisé l'éclosion d'une opposition libérale bourgeoise. Celle-ci fut vite rattrapée par les revendications ouvrières.

DU « DIMANCHE SANGlant » À LA RÉVOLTE DU POTEMKINE

Nicolas II n'avait pas su se concilier les classes moyennes. Il avait rejeté leurs demandes de réformes libérales : égalité devant la loi, liberté de pensée... Il allait à présent faire face à un mouvement d'un autre type.

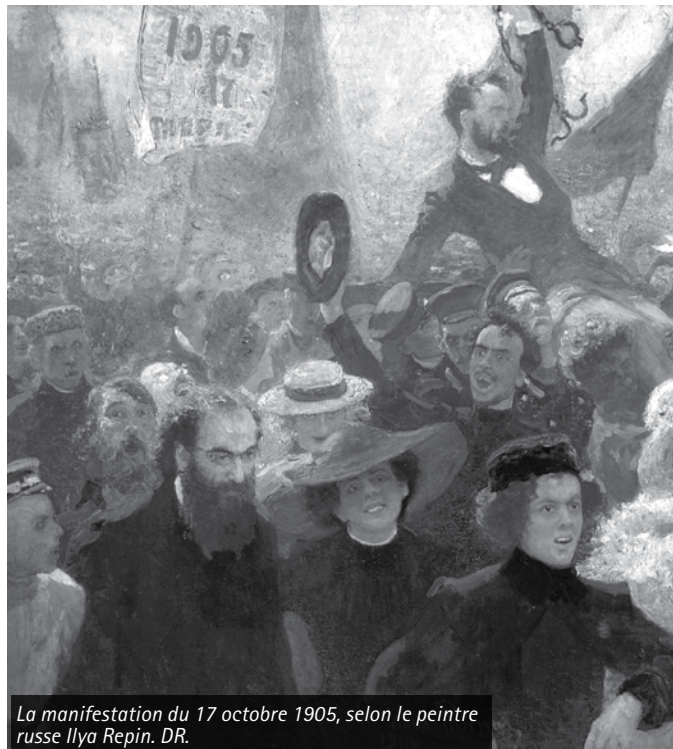
Tout démarra par un banal conflit du travail aux usines Poutilov employant 12 000 ouvriers. Quatre ouvriers en avaient été renvoyés, suite à un conflit, et demandaient leur réintégration. Le pope Gapone, qui avait déjà une influence certaine sur le milieu ouvrier de l'usine en raison du programme d'étroite surveillance mis en place par l'Okhrana⁵, prit la tête de la contestation. Gapone, un pope qui rêvait d'une réconciliation entre le monde ouvrier et une autocratie renouvelée, sans doute un agent de la police politique, fut l'homme qui mit le feu aux poudres. 220 000 personnes manifestèrent derrière sa soutane. Endimanchée, la foule qui se pressait vers le Palais d'Hiver était venue exhorter le bon tsar à écouter ses simples doléances. La pétition portée par les ouvriers de Saint-Petersbourg était respectueuse du tsar, mais mettait déjà en cause l'autocratie. On y demandait les libertés, le droit de se syndiquer et de faire grève et une assemblée élue au suffrage universel.

Ce 22 janvier, on porta ses revendications avec des icônes et des oriflammes, ainsi que le portait du tsar. On chanta « Dieu sauve le tsar ». Mais partout, l'extrême pacifisme de la manifestation ouvrière se heurta à la troupe. Les cosaques s'abat-tirent sur le cortège, disloquant les rangs, piétinant les blessés, frappant au hasard avec leurs sabres. Les morts se comptèrent par centaines, les blessés par milliers. Le « Dimanche rouge » signa la fin de la confiance des sujets vis-à-vis du tsar.

Cet événement eut un retentissement considérable en Russie. Pendant des mois, la vie industrielle fut mise à l'arrêt. Les capitalistes des différentes branches d'industrie passèrent à l'opposition à mesure que le tsar s'embourbait dans la crise et qu'ils perdaient de l'argent. Dans un premier temps, la protestation prit la forme d'un flot grandiose de grèves. Dans les provinces non-russes, elles se doublèrent d'une contestation de la domination grand-russe.

Au printemps, les paysans descendirent à leur tour dans l'arène. Privés des ressources nécessaires à leur existence, les émeutiers s'en prirent aux spéculateurs

et aux marchands, comme aux domaines seigneuriaux. Le caractère anti-féodal des révoltes dans les campagnes était très marqué. Le 15 mai, à l'annonce de la défaite navale de Tsushima, la rébellion rejaillit dans l'armée. Un mois plus tard, le 14 juin, la révolte éclatait sur l'unité la plus moderne de la flotte russe : le cuirassé Potemkine. La viande avariée qui y était servie fut le déclen-



La manifestation du 17 octobre 1905, selon le peintre russe Ilya Repin. DR.

cheur de la mutinerie. Un matelot fut tué, la moitié des officiers massacrée. Un comité de matelots vit le jour et le drapeau rouge prit ses quartiers sur le cuirassé.

En quelques mois, l'expédition militaire du tsar avait servi de catalyseur à toute la société : libéraux, ouvriers, paysans, soldats, chacun exprimait son rejet de l'autocratie comme du régime social sur lequel elle s'appuyait.

LE TSAR, LES LIBÉRAUX ET LA CLASSE OUVRIÈRE

Défaites, grèves, jacqueries, émeutes et mutineries n'avaient cessé d'alterner depuis le début de l'année 1905. Il ne se passait pas un jour sans qu'un policier ne soit abattu ou qu'un fonctionnaire zélé ne tombe sous les balles d'un terroriste de la *Narodnaïa Volia*. Le tsar était obligé de réagir. Courant juillet, il remit un projet de Douma. Celle-ci serait élue par ordres, comme les Etats-généraux en France avant la Révolution, et son rôle serait de conseiller le tsar. Elue en principe pour cinq ans, elle pourrait être dissoute à tout moment par le tsar.

Ce décor en trompe l'œil ne trompa personne.

La mutinerie du Potemkine, la révolte concomitante des équipages de la flotte à Libava, les émeutes à Odessa, les soulèvements paysans ainsi que l'émergence des premiers soviets en mai, n'étaient que les signes avant-coureurs d'une révolution encore à naître. Cette révolution, encore en gestation, com-



mençait pourtant déjà à prendre les libéraux de court. La presse bourgeoise s'empessa en effet de saluer le geste du tsar, l'octroi d'une Douma fantôme. Mais partout sa décision provoqua un véritable tollé. Les socialistes popularisèrent l'idée du boycott des élections, avec succès. L'idée d'une grève générale pour obtenir les libertés refusées commençait à germer. Parallèlement, dans cette atmosphère surchauffée, le tsar dut lâcher du lest du côté des universités qui par la même occasion se transformèrent en forums publics pour les ouvriers, soldats, fonctionnaires et intellectuels privés de toute liberté de réunion. Les universités proclamèrent leur autonomie. Chacun venait y confronter ses revendications. La bourgeoisie voulait des réformes politiques et constitutionnelles pour obtenir plus de liberté, les ouvriers avaient des revendications sociales : journée de 8 heures, augmentation des salaires... Et partout les paysans occupaient les grands domaines, tandis que les minorités nationales (Baltes, Finlandais, Polonais, Caucasiens) demandaient leur autonomie.

Alors que la Russie s'apprêtait à vivre un immense mouvement de grève en octobre, tous les éléments politiques permettant d'appréhender la situation étaient déjà à l'œuvre. Le tsarisme était un régime vermoulu, autocratique, incapable d'associer la bourgeoisie et encore moins de se réformer. La bourgeoisie libérale, animée d'une volonté de réformes, était faible et incapable de devenir une force politique indépendante. Elle attendait trop du tsar et craignait l'essor du mouvement ouvrier. La classe ouvrière de son côté prenait conscience de sa force politique. Les grèves qui avaient démarré sur des motifs économiques mettaient désormais en avant la question de la Constituante. Ces deux modalités de lutte, grève économique et grève politique, se côtoyèrent sans cesse tout au long de la révolution. Si les grèves politiques prenaient de l'ampleur, à chaque moment les grèves économiques permettaient aux éléments plus hésitants du prolétariat de se joindre à la lutte, servant ainsi de levier.

LA GRÈVE D'OCTOBRE

Le tsarisme allait « *trébucher sur une question de points et de virgules* » pour reprendre l'expression de Trotsky. En effet, fin septembre, les ouvriers typographes de Moscou réclamèrent le décompte des signes de ponctuation dans leur salaire. En quelques jours, la grève s'étendit. La journée du 8 octobre s'avéra décisive. Les cheminots lancèrent le mot d'ordre de grève générale sur le réseau ferroviaire et celle-ci s'étendit le long des voies ferrées. Parfois la grève dérogea à son vœu d'arrêter le travail pour mieux atteindre ses fins : elle ouvrait une imprimerie pour publier des bulletins de la révolution, elle se servait du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laissait passer des trains qui conduisaient des délégués grévistes. Le 14 octobre, le pays comptait un million et demi de grévistes. Quoi que numériquement faible, la classe ouvrière faisait la démonstration qu'elle était capable de bloquer toute l'économie du pays. Son poids politique s'avérait considérable. La grève politique d'Octobre pour obtenir les libertés publiques, le droit de grève, la Constituante et le suffrage uni-

versel était sans précédent dans l'Europe industrielle. Une forme nouvelle de lutte était ainsi née⁶.

La grève provoqua un immense élan. Elle paralysa tout le pays. Les cosaques furent incapables de la réprimer. La population réclamait la Douma et des libertés. A Saint-Petersbourg, les socialistes révolutionnaires, les bolcheviks et les mencheviks s'unirent au sein du soviet ouvrier.

LE MANIFESTE DU 17 OCTOBRE

Devant l'échec de la répression, les propositions de Serge de Witte, ministre libéral, trouvèrent un écho. Il convainquit le tsar d'octroyer un Manifeste qui accorderait un certain nombre de libertés : conscience, parole, réunion, association. La future Douma serait quant à elle élue au suffrage universel. A l'annonce du Manifeste, la population laissa éclater sa joie. Elle descendit dans la rue et chanta *La Marseillaise*.

Le Manifeste, pour les libéraux, marquait la nécessité d'un finir avec la révolution, alors que pour les socialistes il ne s'agissait que d'un premier pas. Trotsky, principal dirigeant du soviet de Saint-Petersbourg, déclarait : « *On nous donne la liberté de réunion, mais nos réunions sont cernées par la troupe. On nous donne la liberté de parole, mais la censure reste intacte. On nous donne la liberté d'enseignement, mais les universités sont occupées par la police. On nous donne l'inviolabilité de la personne, mais les prisons sont bondées ? On nous donne Witte⁷, mais Trepov⁸ reste. On nous donne une constitution, mais l'autocratie demeure. On nous donne tout et nous n'avons rien* ». A juste titre, Trotsky relevait toutes les limites du Manifeste. Mais c'était un recul politique qui avait un sens précis. Dans un pays de 150 millions d'habitants à forte composante paysanne, où la bourgeoisie n'avait pas pris le pouvoir, la classe ouvrière et quelques 1,5 million de grévistes étaient non seulement capables de se mettre à la tête des aspirations démocratiques de toute une partie de la population, mais par leur arme propre – la grève – de faire reculer le champion du despotisme.

LES SOVIETS

Des soviets étaient apparus au cours du printemps. En octobre, ils se multiplièrent. Il y eut même des soviets de soldats de retour du Japon. Mais c'est celui de Saint-Petersbourg qui donna le ton,



les mots d'ordre et les méthodes de la lutte au cours des événements de 1905. Le soviét fut fondé pour répondre à un besoin pratique : il fallait une organisation jouissant d'une autorité indiscutable qui regrouperait tous les travailleurs quelle que soit leur affiliation politique. Ce fut le confluent pour tous les groupes révolutionnaires. De plus, cette organisation eut le mérite de pouvoir surgir en 24 heures, ce qui n'était pas rien. « *Le soviét organisait les masses ouvrières, dirigeait les grèves et les manifestations, armait les ouvriers, protégeait la population contre les pogroms. Mais d'autres organisations remplirent la même tâche avant lui, à côté de lui et après lui : elles n'eurent pourtant pas l'influence dont jouissait le soviét (...). Si les prolétaires d'une part et la presse réactionnaire de l'autre donnèrent au soviét le titre de "gouvernement prolétarien", c'est qu'en fait cette organisation n'était autre que l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire.* »⁹

Le parti social-démocrate, qui unissait

plusieurs centaines, voire milliers d'ouvriers à Saint-Petersbourg, pouvait donner aux travailleurs des mots d'ordre, mais il aurait été incapable d'unir en une seule organisation les dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui entraient en mouvement. Par ailleurs, cette forme d'organisation permettait un contrôle permanent de la classe ouvrière sur ses délégués, révocables à tout moment. En élargissant la grève, le soviét s'élargissait lui-même. Il représentait l'ensemble des travailleurs en lutte. Progressivement, il devint un gouvernement parallèle à celui du tsar. Plus cette situation s'affermait, plus devenait tangible que du gouvernement autocratique du tsar ou du soviét, un des deux pouvoirs devait disparaître.

LA RÉACTION S'ORGANISE

Pour contrer l'influence grandissante du soviét de Saint-Petersbourg, le pouvoir utilisa différentes méthodes : répression, diversion, vagues concessions à la bourgeoisie, mais surtout il tenta d'organiser la réaction. En réponse aux grèves et aux manifestations révolutionnaires, il organisa des contre-manifestations

patriotiques aux accents de « Dieu sauve le tsar ». Leur cible préférée était les juifs. Des pogroms se multiplièrent. En octobre, il y en eut 150, qui firent en trois semaines plusieurs milliers de victimes. Le plus terrible fut celui d'Odessa dont un tiers de la population était juive. Quelques jours plus tard fut fondée l'Union du peuple russe, monarchiste et franchement réactionnaire, qui se donnait pour but de défendre « *l'unité de l'Eglise, du trône et du peuple* » en combattant « *l'ennemi intérieur* ». L'extrême droite créa les Centuries Noires pour lutter contre les Juifs, les socialistes, les intellectuels et les libéraux.

Sur quels alliés la classe ouvrière pouvait-elle compter ? Dans l'armée, l'exaspération était à son comble. Une mutinerie éclata à Kronstadt, puis un autre à Sébastopol. Le gouvernement répondit en décrétant l'état de siège en Pologne. De leur côté, les ouvriers se remirent en grève pour soutenir les mutins et empêcher qu'ils ne se fassent écraser. Le ministre Witte voulait à tout prix éviter la contagion. La grève fut un succès dans la mesure où elle évita des condamnations à mort, mais la partie des soldats qui

Une manifestation à Saint-Petersbourg selon le peintre polonais Wladyslaw Skoczylas. DR.



s'était mutinée ne se joignit pas à la population ouvrière.

Dans les campagnes, une vague d'émeutes parcourait la paysannerie pauvre depuis des mois. Les paysans étaient favorables à une Constituante et s'étaient amés pour s'emparer des terres. Mais à aucun moment, les dirigeants de l'Union paysanne n'opérèrent de jonction avec les villes. A l'automne, ils se firent arrêter. S'ensuivirent des représailles, des arrestations, des expéditions punitives. A l'hiver, les principaux centres de révolte étaient éteints. Faute de s'être coordonné, le mouvement paysan fut écrasé.

En décembre, la classe ouvrière restait seule à affronter le tsarisme.

DÉCEMBRE

Après avoir arrêté les dirigeants de l'Union paysanne, Witte fit arrêter ceux du soviet de Saint-Petersbourg, dont Trotsky – signe on ne peut plus explicite de la volonté du gouvernement d'en finir avec la révolution.

Le soviet de Saint-Petersbourg appela à la révolution. Il fut suivi par celui de Moscou. Mais en quelques jours, la grève

de Saint-Petersbourg déclina. Les ouvriers de la capitale comprenaient parfaitement que cette fois, il ne s'agissait pas d'une simple manifestation, mais d'une lutte à mort. Seule une victoire importante en province pouvait permettre une victoire. Or cette victoire ne vint pas. Moscou fut le véritable centre de la révolution de décembre. Mais des troupes nombreuses y furent acheminées. Si les deux premiers jours, les ouvriers de Moscou réussirent à éviter que les cosaques ne leur tirent dessus, dès le troisième jour la répression s'abattit sans merci. La ville fut bombardée. Les dragons du gouvernement tiraient sur tout : passants isolés, femmes... Ils fouillaient les gens, et lorsqu'ils ne trouvaient pas d'armes, les fusillaient d'une balle dans le dos.

La répression fit des milliers de victimes. Le gouvernement utilisa des milices venues des bas-fonds. Sans espoir de victoire, le soviet mit fin à la grève le 19 décembre. Le chiffre des personnes déportées ou incarcérées s'éleva à 50 000. Les exécutions sommaires devinrent monnaie courante. La censure reprit ses droits. Il en fut de même pour

la liberté d'expression et de réunion, sans parler du droit de grève. La révolution s'achevait.

A court terme, 1905 fût un échec cuisant : à la terreur blanche succéda le désespoir des travailleurs. De 1906 à 1913, les organisations révolutionnaires se lancèrent dans des actions isolées – braquages, attentats terroristes... Mais lorsqu'il y eut une remontée révolutionnaire, en 1913 puis en 1917, cela se fit sur la base du capital politique de 1905. En ce sens, 1905 fut une immense répétition générale. □

1 Principal représentant du « marxisme légal » en Russie à la fin du 19ème siècle, avant de basculer vers le libéralisme.

2 L'expression est de Trotsky. Il en fera la théorie dans « La révolution permanente ».

3 René Girault et Marc Ferro, « De la Russie à l'URSS. Histoire de la Russie de 1850 à nos jours », Nathan Université, 1989.

4 Dans « 1905 », Léon Trotsky, Editions de Minuit, 1976

5 La police politique tsariste avait mis en place une organisation ouvrière légale pour tenter d'infiltrer le milieu ouvrier.

6 Il va sans dire qu'elle inspira grandement la théorie marxiste en commençant par les bolcheviks eux-mêmes, mais au-delà de la Russie elle eut un retentissement considérable. C'est cette expérience qui fit écrire à Rosa Luxemburg sa brochure « Grève de masse, parti et syndicat ».

7 Ministre libéral.

8 Ministre de l'Intérieur, responsable de la répression.

9 Trotsky, « 1905 ».

1905 et la révolution permanente

Tous les révolutionnaires s'accordaient, suite à 1905, sur le fait que la nature de la révolution à venir serait « bourgeoise » dans ses tâches. C'est sur la question des forces sociales capables de mener à bien la révolution que les sociaux-démocrates se divisèrent. Plekhanov soutenait qu'il faudrait que la bourgeoisie et le prolétariat s'allient dans la révolution à venir. Lénine pensait qu'il était impossible de sauter par dessus les cadres bourgeois démocratiques de la révolution russe et que la question centrale de la révolution à venir – la question agraire – déterminerait la nature des alliances de classes nécessaire à mettre en place. Comme la bourgeoisie était hostile à l'expropriation des grands domaines, il faudrait que la paysannerie s'allie au prolétariat. Les tâches de la révolution ne seraient pas socialistes, mais démocratiques.

1905 inspira à Trotsky la théorie de la révolution permanente, qui se vérifia en 1917. Comme la paysannerie, couche sociale trop hétérogène, était incapable de prendre le pouvoir au nom de ses intérêts propres, elle ne pouvait être la classe sociale qui déterminerait

la nature de la révolution à venir. Le mouvement paysan créerait des conditions favorables à la victoire de la révolution mais serait à lui seul incapable de l'assurer. Cela ne pourrait être obtenu que par l'insurrection armée du prolétariat urbain, dont la première étape serait la grève générale.

Trotsky pensait par ailleurs qu'il serait impossible que le prolétariat dirige la révolution sans empiéter sur les cadres bourgeois de celle-ci. Une fois au pouvoir, le prolétariat serait inévitablement conduit par toute la logique de la situation à faire des incursions dans la propriété privée, posant les jalons du socialisme. La révolution démocratique en Russie n'était concevable que sous la forme de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. Cette dictature mettrait à l'ordre du jour des tâches démocratiques et socialistes et ouvrirait la voie à une révolution internationale. C'est armé de cette théorie, Lénine s'y ralliant en mars 1917, que le parti bolchévique put mener le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Quelques lectures

1905, Léon Trotsky, Editions de Minuit, 1976

1905, la révolution russe manquée, François-Xavier Coquin, Complexe, 1999

Les soviets en Russie, Oscar Anweiler, Gallimard, 1997

Grève de masse, parti et syndicat, Rosa Luxemburg, La Découverte, 2001

La révolution permanente, Léon Trotsky, Editions de Minuit, 1997

Comprendre le déclin du PCF pour (re)construire un parti de classe

PAR UGO PALHETA

Le PCF a longtemps constitué, sinon « le parti de la classe ouvrière » (comme il se présentait lui-même), du moins une organisation de masse, largement implantée dans les grandes concentrations ouvrières, dirigeant la principale confédération syndicale (la CGT), dominant nombre de communes populaires et y assurant un encadrement de la vie quotidienne via un tissu associatif très dense.

Ainsi a-t-il été capable, des années 1930 aux années 1970, de faire émerger plusieurs générations de porte-parole et de cadres politiques et syndicaux, du niveau local au niveau national, majoritairement issus du monde ouvrier et prétendant représenter prioritairement la classe ouvrière. Le sentiment de compter collectivement et de pouvoir transformer la société s'enracinait dans un ensemble de solidarités concrètes que faisaient vivre les équipes militantes du PCF, façonnant une conscience de classe malgré les divisions et inégalités réelles au sein même des classes populaires.

SAISIR LE DÉCLIN DU PCF PAR EN BAS

A partir de la fin des années 1970 s'est engagé un processus de déclin, brutal entre 1978 et 1984 puis plus progressif, qui a transformé le PCF quantitativement et qualitativement. Le nombre d'adhérents s'est ainsi écroulé (des 580 000 annoncés lors de l'apogée de 1978 aux 64 000 adhérents à jour de cotisations du congrès de 2012¹), et encore davantage le nombre de militants actifs appartenant aux classes populaires et intervenant, au nom du PCF, dans les lieux de travail et les quartiers.

D'un point de vue qualitatif, le PCF est devenu un parti dominé par des élus de plus en plus rarement issus du monde ouvrier, focalisé sur les échéances électorales et suiviste à l'égard du PS (tant il dépend, pour la sauvegarde de ses 7 000 élus et d'un appareil disproportionné par rapport à son influence réelle, des alliances électorales passées avec les socialistes). S'il demeure le parti comptant le plus d'ouvriers et d'employés dans ses rangs, ces derniers ne donnent plus le ton depuis bien longtemps, face aux élus et aux cadres de la fonction publique.

La longue nuit stalinienne est évidemment pour beaucoup dans ce déclin, et il faudrait restituer les processus conflictuels qui ont abouti, à partir de la fin des années 1920, à l'étouffement bureaucratique des débats internes, à une attitude suiviste à l'égard des dictatures du bloc de l'Est, ainsi qu'à un ouvriérisme rendant le PCF peu ouvert, et souvent hostile, au développement de revendications et mouvements anticolonialiste, antiraciste, féministe et écologiste. Toutefois, les trajectoires des partis stalinisés sont suffisamment diverses, ne serait-ce qu'en Europe, pour qu'on ne se contente pas d'une explication aussi globalisante². Comment expliquer ainsi les trajectoires divergentes du PCI (devenu en vingt ans un Parti démocrate sans référence au mouvement ouvrier, et *a fortiori* communiste, alors même qu'il constituait de loin le parti communiste le plus puissant d'Europe), du KKE ou du PCP (profondément sclérosés, défaitistes et sectaires, mais bien implantés dans les classes ouvrières grecque et portugaise, contrôlant notamment des pans importants des mouvements syndicaux) et du PCF ?

Là où, généralement, on se borne à évoquer les décisions prises, en telle ou telle occasion, par le comité central ou le bureau politique du PCF, décisions qui ont évidemment eu leur importance dans son déclin, l'auteur nous introduit dans les cellules et les sections du parti, afin de saisir les incompréhensions, les frustrations et les colères de ceux et celles qui firent vivre quotidiennement l'organisation mais qui finirent par la quitter, rompant souvent avec toute activité politique tout en maintenant un engagement syndical ou associatif. Les logiques diverses du désengagement communiste sont décrites de manière très fine par Julian Mischi (pages 95-158), qui nous permet ainsi de comprendre par en bas le déclin du PCF, sur la base d'une enquête menée surtout dans quatre départements (Allier, Isère, Loire-Atlantique et Meurthe-et-Moselle) et fondée sur des matériaux riches et variés : entretiens avec d'anciens militants, correspondances entre responsables locaux et direction nationale, procès-ver-

baux de réunions de cellules, lettres envoyés par des militants aux responsables locaux ou nationaux, rapports des conférences de préparation aux congrès nationaux.

TRANSFORMATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DÉSOUVRIÉRISATION DU PCF

La force de l'analyse de Julian Mischi consiste dans une prise au sérieux conjointe des transformations qui ont affecté la classe ouvrière, affaiblissant sa capacité de résistance collective et diminuant l'influence du PCF dans la société française, et de ce qui s'est joué en son sein au cours de cette période. L'auteur évite ainsi de tomber dans le piège du réductionnisme sociologique, qui dédouanerait les directions successives du parti de leurs responsabilités en faisant de la désindustrialisation la cause unique et suffisante du déclin du PCF³. Certes, la montée du chômage (touchant très fortement les ouvriers d'industrie), mais aussi les logiques de précarisation et de sous-traitance, ou encore les transformations de l'habitat ouvrier, ont produit une « déconcentration » de la classe ouvrière et une fragilisation des solidarités et repères collectifs, patiemment construits des années 1930 aux années 1970⁴. L'auteur analyse ainsi en détail la manière dont ces transformations conjointes s'incarnent dans un contexte local spécifique, à savoir le bassin sidérurgique autour de Longwy, et leurs effets concrets sur le PCF (pages 38-55).

Mais comme l'écrit l'auteur en conclusion : « *les choix organisationnels et stratégiques comptent !* » (page 293) : l'orientation du PCF, et une série de décisions prises par le groupe dirigeant des années 1970 à aujourd'hui, n'ont pas enrayé son déclin mais l'ont sans doute accéléré. C'est peut-être d'ailleurs davantage le zigzag organisationnel et stratégique, plutôt que telle ou telle décision, qui a dans un premier temps affaibli le PCF. Dans la foulée de la signature du programme commun avec le PS et le PRG en 1972, le groupe dirigeant s'est en effet engagé dans une politique de désouvriérisation de son

discours et de son recrutement, se tournant notamment vers les enseignants et les ITC (ingénieurs-techniciens-cadres). Or, après avoir recruté dans ces secteurs et désorienté une partie des militants et cadres ouvriers, le PCF a opéré un revirement idéologique et organisationnel au moment de la rupture de septembre 1977 avec le programme commun. Ce tournant ouvriériste a engendré de nouvelles tensions mais, surtout, masqué paradoxalement selon Mischi une double désouvriéristisation du PCF : du personnel et du discours communistes.

Du côté du discours, c'est à partir de la fin des années 1970 que le PCF a peu à peu abandonné toute référence – jugé progressivement archaïque – à l'exploitation, aux luttes de classe, à la classe ouvrière ou au prolétariat, au profit de catégories non-classistes (« cohésion sociale », « vivre-ensemble », « citoyenneté », etc.) et ayant une claire tonalité misérabiliste : « pauvres », « exclus », « défavorisés », « gens », etc. Du côté du personnel, on a vu émerger une nouvelle génération de permanents dits « ouvriers » mais qui, souvent issus de familles communistes⁵, ont passé un temps très court dans le monde du travail après leur formation professionnelle : ils sont ainsi davantage des produits du PCF, extrêmement dépendants de l'appareil, que des militants ouvriers gagnés aux idées communistes.

Progressivement, c'est la préoccupation de former et de promouvoir des militants issus du prolétariat qui s'est effacée voire a disparu : jusqu'aux années 1970, les ouvriers tendaient à être de plus en plus présents à mesure que l'on montait dans la hiérarchie du parti (en raison de la primauté accordée à la promotion de militants appartenant aux classes populaires) ; à partir des années 1990, c'est l'inverse qui est devenu vrai, comme dans les autres partis institutionnels. Ce processus s'est trouvé renforcé par le pouvoir accru d'élus qui se sont de plus en plus imposés au parti en opposant une légitimité acquise localement – souvent grâce à l'aura du parti – à la légitimité de l'appareil, ce dernier étant affaibli par des résultats en berne aux élections natio-

nales (pages 177-236). Cette notabilisation des élites communistes locales, et leur autonomisation à l'égard du parti, ont constitué une réponse à l'effritement de l'influence politique du PCF au niveau national, lui permettant de « limiter la

encore ajouter à cela le rôle qu'a joué le PCF, notamment au début des années 1980, dans la distance qui s'est creusée entre les jeunes prolétaires « issus de la colonisation » (comme disait Sayad) et la gauche, entre les luttes de l'immigration et les combats contre l'exploitation.

On ne peut pas ici entrer dans le détail des descriptions, particulièrement fouillées, proposées dans ce livre mais, pour ceux et celles qui aspirent et travaillent à (re)construire un parti de classe, il est utile de lire les travaux de Julian Mischi, car ils posent la redoutable question des conditions de possibilité d'une organisation politique largement implantée dans un prolétariat en mutation(s).

Au cours du siècle passé, le PCF est en effet le seul parti à être parvenu – en France – à conquérir une telle implantation et, malgré ses énormes limites (bureaucratisation, dépendance à l'égard de Moscou, électoralisme, ouvriérisme, défaitisme, etc.), il a contribué à la construction d'une conscience de classe et au maintien d'un horizon communiste (même déformé jusqu'à la caricature par le stalinisme). Comprendre les facteurs de son déclin est donc décisif pour nous aujourd'hui, et le livre de Julian Mischi constitue de ce point de vue un outil précieux. □



Julian Mischi, « *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970* », Marseille, Agone, 2014, 332 pages, 20 euros.

casse » à court terme en conservant des élus (députés, maires, conseillers généraux, etc.) et les moyens associés. Mais cette réponse ne pouvait à terme qu'approfondir ses difficultés politiques et organisationnelles, en éloignant toujours davantage les militants appartenant aux classes populaires d'un parti dominé, d'un côté par des édiles locaux et des cadres de la fonction publique territoriale, de l'autre par des permanents éloignés du monde du travail bien qu'issus du monde ouvrier. Il faudrait

1 On doit noter le caractère fantaisiste du chiffre annoncé par la direction du PCF de 130 000 « cartes placées ». Notons en outre que l'insertion du PCF dans le Front de gauche n'a pas permis d'enrayer l'hémorragie militante, contrairement à ce qui est régulièrement écrit dans « L'Humanité » ou annoncé par ses dirigeants, puisqu'on comptait, au congrès de 2012, environ 64 000 adhérents et 35 000 votants, contre respectivement 92 500 et 45 500 lors du congrès de 2005.

2 Michel Dreyfus et al., « *Le siècle des communismes* », Paris, Éditions de l'Atelier, 2000.

3 Le terme même de « désindustrialisation » masque d'ailleurs des évolutions contradictoires, à la fois la quasi disparition des grandes forteresses ouvrières (où le PCF était généralement très puissant), mais aussi l'introduction de logiques industrielles voire tayloriennes dans des secteurs auparavant épargnés ou nouveaux – commerce, télémarketing, etc. –, où le mouvement ouvrier est souvent beaucoup plus faible.

4 C'est d'ailleurs le mouvement ouvrier dans son ensemble qui a pâti de ces transformations structurelles et de la guerre sociale menée par les classes dominantes, la CGT passant par exemple – entre 1975 et 1990 – de deux millions d'adhérents revendiqués à 700 000.

5 Comme le montre Julian Mischi, le PCF se caractérise par de véritables dynasties familiales. Pierre Laurent, fils de Paul Laurent (membre durant 34 ans du comité central du PCF), n'en est qu'un exemple particulièrement éclatant.

Avant le printemps... un parfum de luttes

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS



Dans le rassemblement des facteurs de Basse-Normandie, le 24 février à Caen. DR.

L'équation est posée depuis les débuts de la présidence Hollande, mais plus encore depuis que les « socialistes » assument ouvertement leur politique libérale : en l'absence de luttes sociales d'envergure et de victoires, même partielles et limitées, qui seraient capables de redonner aux salariés confiance en leur force collective, la rupture des classes populaires avec le gouvernement se traduit en un rejet de « la politique », avec pour corollaire la montée de l'abstention, ainsi que dans un renforcement des courants réactionnaires et une progression électorale constante du Front national, à des niveaux devenus alarmants.

Il ne s'agit certes pas de nier l'importance du combat politique et idéologique. Mais plus que jamais, alors que l'échec du Front de gauche – qui se voulait l'alternative institutionnelle à gauche – est patent, la situation d'ensemble ne pourra se débloquer dans un sens progressiste sans une modification qualitative du niveau des mobilisations du monde du travail et de la jeunesse.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes toujours aussi attentifs au moindre frémissement des luttes. Jusqu'à présent, aucune (travailleurs de PSA, lycéens, enseignants, salariés bretons, cheminots, intermittents et précaires...) n'a permis d'arracher au gouvernement et au patronat des concessions un peu significatives. A fortiori, les mobilisations interpro-

fessionnelles appelées par les confédérations syndicales ont fait peu recette, tant elles avaient un caractère rituel, de témoignage plutôt que de lutte effective.

Aujourd'hui apparaissent cependant de nouvelles possibilités. Après la grève d'un mois de Leroy-Sommer (Angoulême) pour les salaires, et alors que des luttes en défense de l'emploi se poursuivent, la période des NAO (négociations annuelles obligatoires) a vu se développer un nombre inédit de mouvements (grèves, débrayages, rassemblements) dans les secteurs les plus divers, de Toyota à Aéroports de Paris, de Sanofi à la Brink's, jusqu'à des entreprises de taille beaucoup plus réduite. Et, fait notable, dans plusieurs cas ont été obtenues des augmentations de salaire allant au-delà des propositions patronales.

Deux mouvements en cours retiennent particulièrement l'attention. L'un est la grève des personnels administratifs de catégorie C ou précaires de l'université de Paris 8 (Saint-Denis), essentiellement des femmes, engagée depuis le 19 janvier pour une augmentation mensuelle de 98 euros nets ; la présidente « de gauche », Danielle Tartakowsky, a concédé 70 euros bruts à l'heure où nous écrivons ; la grève se poursuit, toujours déterminée. L'autre est celui des facteurs de Basse-Normandie, qui ont été (et pour certains restent) en grève contre une réorganisation impliquant, à travers l'instauration d'une « pause méri-

dienne » non payée, un allongement de la journée de travail.

Ce qui dans ce dernier cas est remarquable est le caractère majoritaire du mouvement, inédit à une telle échelle : 1236 facteurs en grève le premier jour (24 février) sur un total d'environ 2000. Résultat, la revendication a été arrachée au bout de seulement deux jours par toute une partie des personnels concernés. Les manœuvres de division de la direction – qui maintient son plan pour d'autres secteurs, notamment les postiers les plus nombreux et concentrés de Caen, la capitale régionale – mettent en évidence les faiblesses des syndicats et les difficultés d'organisation des salariés, mais n'invalident pas la leçon de ce qu'une lutte massive et déterminée peut arracher.

C'est dans cette situation que vient l'appel des confédérations CGT, FO et SUD – rejointes par la FSU – à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations le 9 avril. La date sera bien trop tardive pour prétendre s'opposer sérieusement à l'adoption de la loi Macron. Mais dans le contexte actuel, marqué par l'effondrement du PS et du gouvernement, la percée électorale du FN qui devrait se poursuivre dans les départementales de fin mars, mais aussi le frémissement en cours des luttes, les salariés pourraient investir cette échéance d'un autre contenu que celui que les directions syndicales veulent lui donner. □